

Chapitre 14

Les ressortissants des pays tiers au sein de l'Union européenne

Ce chapitre présente la totalité des « indicateurs de Saragosse » pour les ressortissants des pays tiers au sein de l'UE (voir plus bas pour une présentation plus détaillée). Il compare leurs résultats avec ceux des citoyens nationaux et de l'Union européenne. Élaborés à partir de données disponibles pour la plupart des pays membres, ces indicateurs sont limités en nombre et comparables dans le temps. Riches, ils présentent un bon rapport coût/efficacité, sont simples à comprendre et à communiquer. Enfin, ils sont centrés sur les résultats. Ce sont des outils d'aide à la décision particulièrement valables pour observer les résultats des politiques d'intégration, autant au niveau européen, qu'au niveau national et régional.

Le chapitre s'intéresse en premier lieu à la taille et à la composition des populations de ressortissants de pays tiers (14.1). Après avoir présenté leur répartition par pays de naissance et par durée de séjour (14.2), il analyse les résultats en termes d'emploi et d'activité (14.3), de chômage (14.4), de travail indépendant (14.5), de déclassement (14.6), de niveau d'éducation et de littératie (14.7), de distribution des revenus (14.8), de pauvreté (14.9), de mode d'occupation des logements (14.10), d'état de santé perçu (14.11), d'accès au statut de résident de long-terme (14.12), de participation aux élections (14.13), d'acquisition de la nationalité (14.14) et de discrimination perçue (14.15). Pour une discussion sur ces indicateurs, voir « Limites de la mesure » à la fin du chapitre.

Les « indicateurs de Saragosse » : des indicateurs pour observer les résultats des politiques d'intégration dans l'Union européenne

Dans le contexte de l'Union européenne, un « migrant » est un ressortissant extracommunautaire (non-UE), ou de pays tiers, résidant légalement au sein de l'UE. Leur situation est souvent bien différente de celle des ressortissants de l'Union européenne ayant migré dans un autre pays membre que le leur. Bien que de nombreux ressortissants des pays tiers bénéficient de droits similaires aux nationaux, leur mobilité reste fortement restreinte à l'intérieur de l'UE. Leurs motifs de migration (qui incluent souvent l'asile ou le regroupement familial) sont également bien différents des raisons qui motivent la circulation des ressortissants de l'Union européenne.

La stratégie « Europe 2020 » considère qu'une bonne intégration des ressortissants des pays tiers est déterminante pour atteindre son premier objectif prioritaire : un taux d'emploi de 75 % pour la population de 20 à 64 ans. Étant donné la part actuelle des étrangers extracommunautaires dans la population active, l'Union européenne ne peut atteindre cet objectif d'emploi que si leurs résultats sur le marché du travail s'améliorent.

Bien que les politiques d'intégration soient définies et mises en œuvre en premier lieu au niveau national voire local, elles sont fortement liées au cadre européen pour l'égalité des chances et aux dispositions de l'UE accordant certains droits aux migrants vivant au sein de l'Union européenne (conditions de travail similaires et même accès aux biens et services). En effet, l'Union européenne a adopté un certain nombre de lois anti-discrimination pertinentes dans le domaine de l'intégration des ressortissants des pays tiers, en particulier la Directive 2000/43/CE sur l'égalité entre les « races » ainsi que la Directive 2000/78/CE sur l'égalité en matière d'emploi. De plus, depuis 2009, l'article 79.4 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne stipule (sans harmonisation juridique toutefois), que l'UE peut offrir son soutien et incite les États membres à agir pour la promotion de l'intégration des ressortissants de pays tiers en situation régulière.

L'Union européenne a également développé les Principes de base communs en matière de politique d'intégration des immigrés adoptés en 2004 et confirmés en 2014 comme cadre général de coopération politique de l'Union européenne en matière d'intégration et d'évaluation des démarches des pays membres. Les Principes de base communs couvrent les aspects principaux de l'intégration : emploi, éducation, accès aux institutions et aux biens et services, ainsi que l'intégration dans la société de manière générale. Plus important encore, ils définissent un procédé à double sens d'accommodement mutuel entre migrants et citoyens de l'Union européenne.

Connu sous le nom « d'indicateurs de Saragosse », ces Principes de base communs ont été introduits au cours de la conférence ministérielle d'avril 2010, sous la présidence espagnole de l'Union européenne. À la suite des conclusions en matière d'intégration adoptées par le Conseil « Justice et Affaires Intérieures » (JAI) en juin 2010, la Commission, en collaboration avec les États membres, s'est attelée à établir ces indicateurs de suivi des résultats des politiques d'intégration dans les quatre domaines de l'emploi, de l'éducation, de l'inclusion sociale et de la citoyenneté active. Ces indicateurs sont désormais conformes aux objectifs « Europe 2020 ». Les résultats d'une étude pilote sur ces indicateurs communs ont également donné lieu à la publication d'un rapport en 2013 : « *Using EU Indicators of Immigrant Integration* ». Eurostat met à jour annuellement les indicateurs, sur la base de sources de données déjà harmonisées, comme l'enquête sur les forces de travail de l'Union européenne ou encore l'enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC).

Principaux résultats

Les ressortissants des pays tiers représentent une part croissante de la population totale de l'Union européenne

- En 2013, 20 millions de ressortissants des pays tiers vivent au sein de l'Union européenne, leur nombre étant élevé dans les pays de l'UE15 et plus faible dans la majorité des Nouveaux États membres. La part des ressortissants des pays tiers est en augmentation, passant de 3.4 % en 2005 à 4.1 % en 2013. L'Italie et la Slovénie ont connu les plus fortes augmentations de cette part.

Les ressortissants des pays tiers réussissent moins bien sur le marché du travail, à l'exception de ceux ayant un faible niveau d'éducation

- Dans l'ensemble de l'Union européenne, 54 % des ressortissants des pays tiers sont en emploi. Ce taux est systématiquement inférieur à celui des nationaux dans tous les pays, sauf chez les hommes en Hongrie, en Italie, au Luxembourg, en République tchèque et en Slovénie, ainsi que chez les femmes à Chypre^{1, 2}, à Malte et en République tchèque.
- Les ressortissants des pays tiers ayant un faible niveau d'éducation accèdent à l'emploi dans les mêmes proportions que leurs homologues nationaux. En revanche, les ressortissants des pays tiers diplômés du supérieur rencontrent davantage de difficultés pour trouver un emploi que les citoyens de l'Union européenne.
- En 2012-13, 22 % des étrangers extra-communautaires sont au chômage, soit un taux deux fois supérieur à celui observé pour les nationaux et les autres citoyens de l'Union européenne. En Belgique, au Luxembourg et en Suède, le chômage des ressortissants des pays tiers est quatre fois supérieur à celui des nationaux.
- Les étrangers des pays tiers ont été plus frappés par la crise économique de 2007-08 que les citoyens de l'Union européenne, en particulier les hommes. Le taux de chômage n'a principalement diminué qu'en Allemagne, au Luxembourg et en République tchèque.
- Le taux de déclassement des travailleurs des pays tiers atteint 44 %, contre 20 % pour les nationaux. Ce taux atteint 80 % en Grèce et en Italie.

Une part significative des ressortissants des pays tiers ont un niveau de compétences élémentaire

- Trois pays atteignent l'objectif Europe 2020 (40 % de diplômés du supérieur à 30-34 ans) pour ce qui est des étrangers originaires de pays tiers : Irlande, Luxembourg et Royaume-Uni.
- Dans l'ensemble de l'Union européenne, 18 % des ressortissants extra-communautaires de 25-34 ans ont un très faible niveau d'éducation (au mieux équivalent au niveau primaire), contre 4 % des nationaux.

Bien qu'en meilleure santé, les ressortissants des pays tiers font face à des conditions de vie plus difficiles que les nationaux

- Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, les ressortissants des pays tiers ont des revenus médians inférieurs à ceux des nationaux. 39 % des ménages de ressortissants des pays tiers sont en situation de pauvreté relative, soit deux fois plus qu'au sein des ménages nationaux.

- Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, les ressortissants des pays tiers sont trois fois moins souvent propriétaires de leur logement que les nationaux en 2012.
- Les ressortissants des pays tiers se disent en meilleure santé que les nationaux, en particulier dans les pays d'Europe du Sud.

La plupart des immigrés nés dans un pays tiers ont la nationalité du pays d'accueil et votent

- Sept immigrés des pays tiers sur dix ayant la nationalité du pays de résidence ont voté aux dernières élections nationales, contre huit citoyens sur dix nés dans le pays.
- En 2012-13, après dix ans de séjour, près des deux tiers des immigrés nés dans un pays tiers ont la nationalité du pays de résidence. Les immigrés originaires de pays tiers diplômés du supérieur sont les plus nombreux à acquérir la nationalité du pays d'accueil.

La discrimination est plus ressentie parmi les ressortissants des pays tiers que parmi ceux de l'Union européenne, même pour ceux nés dans le pays de résidence

- Près d'un quart des ressortissants des pays tiers se sentent appartenir à un groupe discriminé en raison de leurs origines en 2002-12. La discrimination ressentie est plus faible dans les pays scandinaves et au Luxembourg mais plus forte en Autriche et en Grèce. Qu'ils soient nés dans le pays de résidence ou nés à l'étranger, les citoyens des pays tiers se sentent autant appartenir à un groupe discriminé.

14.1. Taille de la population et composition par sexe et âge

Informations de référence

Définition

Un ressortissant d'un pays tiers est un étranger ayant la nationalité d'un pays non membre de l'Union européenne.

Champ

Population totale de l'ensemble des pays de l'Union européenne.

En 2013, 20 des 34 millions d'étrangers résidant dans un pays de l'Union européenne ont la nationalité d'un pays tiers, soit 4.1 % de la population totale de l'UE. Près d'un quart de ces ressortissants de pays tiers vivent en Allemagne tandis que l'Espagne et l'Italie en accueillent chacun 15 %, la France 13 % et le Royaume-Uni 12 %.

L'Estonie et la Lettonie sont les pays où la part des ressortissants de pays tiers dans la population totale est la plus élevée (graphique 14.1). Après l'éclatement de l'Union soviétique, de nombreux résidents originaires de Russie ont en effet gardé la nationalité russe. En Allemagne, en Autriche et au Luxembourg, ainsi que dans la majorité des pays d'Europe du Sud (Espagne en tête), plus de 5 % de la population est également ressortissante de pays tiers. Cette population est par contre peu nombreuse dans la majorité des pays d'Europe centrale, notamment en Pologne et en Roumanie. Dans la majorité des pays membres, le nombre de ressortissants de pays tiers est plus important que le nombre d'étrangers ressortissants d'autres pays de l'Union européenne. Toutefois, les ressortissants de l'UE sont deux fois plus nombreux que leurs homologues de pays tiers en Belgique et en Irlande, et même six fois plus nombreux au Luxembourg (graphique 14.A1.1).

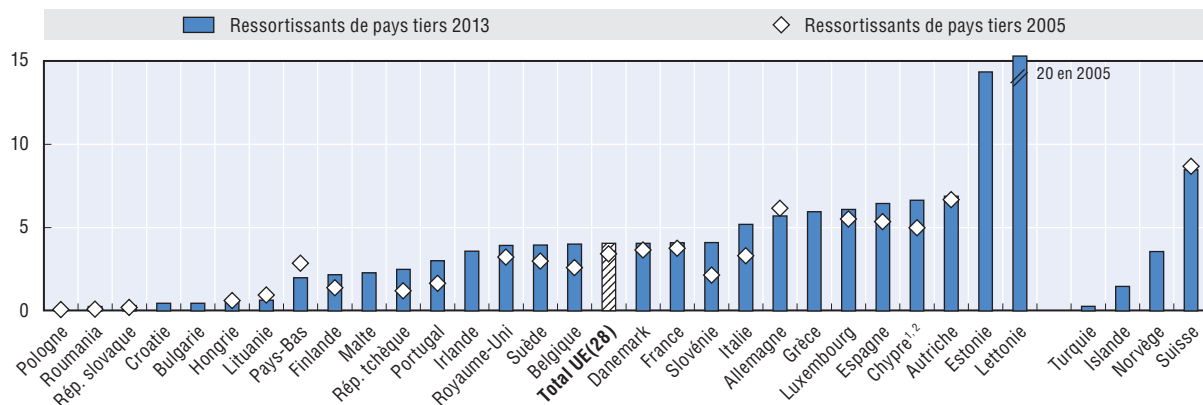
La part de la population étrangère originaire de pays tiers dans la population totale de l'Union européenne est passée de 3.4 % à 4.1 % entre 2005 et 2013 (graphique 14.1). Cette augmentation prévaut dans tous les pays, sauf les pays baltes et ceux ayant connu une forte augmentation du nombre de résidents de l'Union européenne (Allemagne, Pays-Bas). L'Italie et la Slovénie (+2 points de pourcentage), mais également la Belgique et le Portugal (+1.5 point) ont connu également de fortes progressions sur la période.

En moyenne, 78 % des ressortissants de pays tiers vivant au sein de l'Union européenne sont d'âge actif (15-64 ans), 7 % ont plus de 64 ans et 15 % moins de 15 ans. La possibilité d'acquérir la nationalité du pays d'accueil s'accroissant avec la durée de séjour, la population étrangère est plus concentrée dans les tranches d'âge les plus jeunes (graphique 14.3). La part des ressortissants de pays tiers de 15-24 ans (y compris ceux nés dans le pays) est équivalente à celle observée pour les nationaux et supérieure à celle observée pour les ressortissants de l'Union européenne. Un ressortissant d'un pays tiers sur quatre a plus de 64 ans dans les pays baltes. C'est le cas pour près d'un ressortissant d'un pays non-UE sur dix dans les pays d'immigration ancienne comme l'Allemagne ou la France.

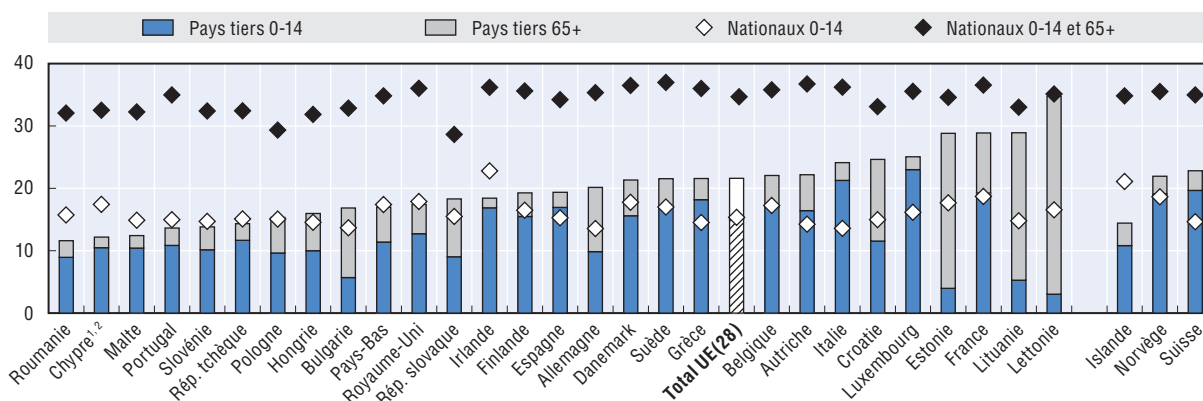
À l'exception de la Lettonie, la population nationale est en moyenne plus âgée que la population résidente originaire d'un pays non membre de l'UE. C'est surtout le cas en Europe centrale (Roumanie notamment), dans quelques pays d'Europe du Sud (Chypre¹, ² et Malte), ainsi qu'aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. La part des moins de 15 ans chez les ressortissants de pays tiers est plus élevée que chez les nationaux dans les pays où la naturalisation des mineurs nés de parents immigrés est plus compliquée (Italie), ou lorsque l'immigration familiale est majoritaire (Autriche, France) (graphique 14.2).

Graphique 14.1. **Ressortissants de pays tiers, 2005 et 2013**

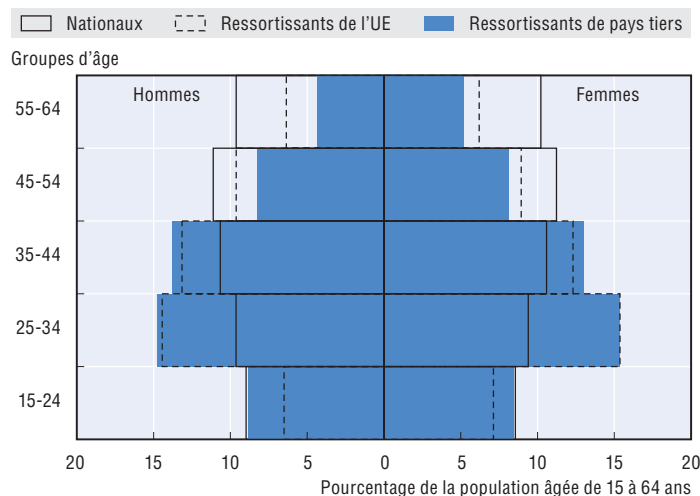
Pourcentage de la population totale

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218165>Graphique 14.2. **Population âgée de moins de 15 ans et de plus de 64 ans selon la nationalité, 2012-13**

Pourcentage parmi les ressortissants de pays tiers et les nationaux

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218275>Graphique 14.3. **Distribution par âge de la population en âge de travailler selon la nationalité, 2012-13**

Pourcentage des ressortissants de pays tiers, des ressortissants de pays de l'UE et des nationaux, respectivement

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218381>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.2. Lieu de naissance et durée de séjour

Informations de référence

Définition

Cette partie s'intéresse, d'une part, aux personnes nées dans le pays de résidence mais qui n'en possèdent pas la nationalité, d'autre part, à ceux nés à l'étranger, selon leur durée de séjour dans le pays.

Champ

Ressortissants de pays tiers âgés de 15 à 64 ans.

Dans l'ensemble de l'Union européenne en 2012-13, la grande majorité des ressortissants de pays tiers sont nés à l'étranger et seulement 7 % sont nés dans le pays de résidence (graphique 14.4). Ce dernier pourcentage est nettement plus élevé dans les pays où le droit à la nationalité à la naissance n'est pas automatique.

Ainsi, en Estonie et en Lettonie, un étranger hors Union européenne sur deux est en fait né dans le pays. Cette proportion élevée découle du fait que les personnes ayant des ascendants qui ont migré pendant la période soviétique n'ont pas eu le droit à la nationalité automatiquement à l'indépendance. En Allemagne, les personnes nées dans le pays de parents étrangers devaient, jusqu'à la génération née en 2000, choisir entre la nationalité de leurs parents ou la nationalité allemande. C'est pourquoi 17 % des étrangers originaires de pays tiers sont nés en Allemagne. À l'opposé, dans près de la moitié des pays de l'Union européenne, moins d'un étranger extra-communautaire sur cinquante est né dans le pays, voire un sur cent en France ou à Chypre^{1, 2}.

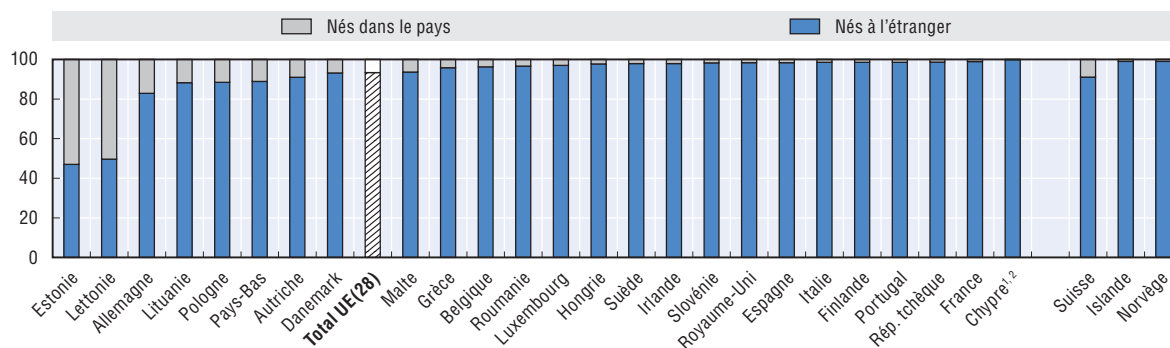
Dans l'ensemble des pays membres, 1.1 % des 15-34 ans nés dans le pays de résidence ont exclusivement la nationalité étrangère, dont deux tiers celle d'un pays hors Union européenne (graphique 14.5). La situation est extrêmement variable selon les pays. Dans certains pays où la nationalité est automatiquement obtenue à la naissance ou à la majorité (France, Royaume-Uni, etc.), moins d'une personne née dans le pays sur 500 a une nationalité étrangère. C'est l'opposé dans les pays où la double nationalité est encore limitée. Ainsi, au moins une personne née dans le pays sur 20 conserve la nationalité de ses parents dans les pays baltes (hors Lituanie). Plus d'une sur 50 a également la nationalité d'un pays tiers en Allemagne ou en Autriche et près d'une sur 100 au Danemark ou en Grèce. Au Luxembourg, où l'immigration en provenance de pays tiers reste faible, il faut noter que 17 % des jeunes nés dans le pays ont la nationalité d'un autre pays de l'Union européenne.

En moyenne dans l'Union européenne, 47 % des ressortissants de pays tiers vivent dans leur pays d'accueil depuis au moins dix ans. Cette part dépasse 50 % dans les pays d'immigration ancienne (Allemagne, France, Pays-Bas). À l'inverse, en Suède, alors que la plupart des ressortissants de pays tiers peuvent être naturalisés relativement rapidement, près des deux tiers des étrangers extra-communautaires vivent dans le pays depuis moins de cinq ans (graphique 14.6).

Même si l'Europe du Sud a continué d'accueillir de nouveaux migrants en provenance de pays tiers ces dix dernières années, la population étrangère hors Union européenne résidant en Grèce et en Italie est majoritairement installée de longue date. Dans ces deux pays, où le droit à la nationalité est relativement restrictif, les communautés immigrées arrivées il y a plus de 10 ans (Marocains en Italie, Albanais en Italie et en Grèce) ont toujours leur nationalité d'origine et forment toujours la majorité du contingent de ressortissants originaires de pays tiers.

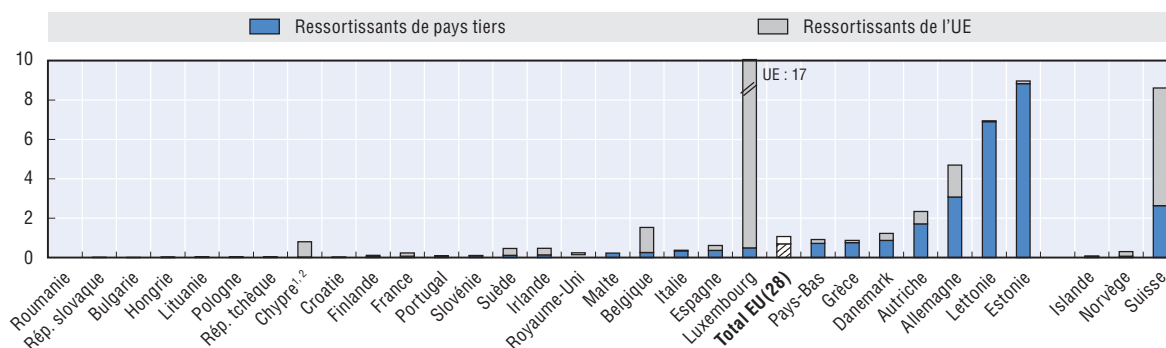
Graphique 14.4. Ressortissants de pays tiers âgés de 15 à 64 ans selon le pays de naissance, 2012-13

Total = 100

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218421>

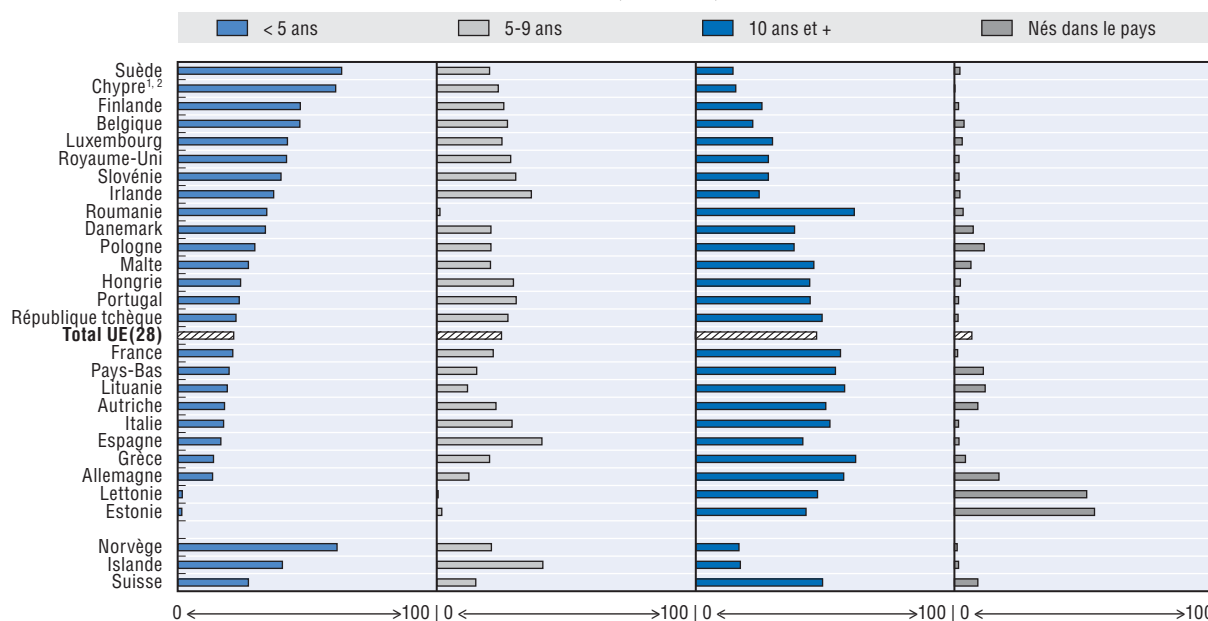
Graphique 14.5. Étrangers nés dans le pays âgés de 15 à 34 ans selon leur nationalité, 2012-13

Pourcentage de la population née dans le pays

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218435>

Graphique 14.6. Ressortissants de pays tiers selon leur durée de résidence, 2012-13

Total = 100 (15-64 ans)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218448>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.3. Emploi et activité

Informations de référence

Indicateur

Le taux d'emploi est la part de la population en emploi parmi la population âgée de 15 à 64 ans. Le taux d'activité est la part de la population active (en emploi ou au chômage) sur l'ensemble de la population âgée de 15 à 64 ans. Pour plus d'informations, voir indicateur 5.1.

Champ

Population d'âge actif (15-64 ans).

En 2012-13, le taux d'emploi moyen des ressortissants de pays tiers résidant dans un pays de l'Union européenne est de 54 %, un taux inférieur de 8 points de pourcentage à celui de l'ensemble des immigrés. Ce taux dépasse 60 % dans les Nouveaux États membres (NEM) où la population originaire de pays tiers, encore jeune, est arrivée récemment pour accéder à des emplois peu qualifiés. Il atteint plus de 70 % en République tchèque ou à Chypre^{1, 2}. Ces deux pays sont les seuls à atteindre à l'heure actuelle l'objectif de l'Union européenne en termes de taux d'emploi pour 2020 (en ce qui concerne les ressortissants de pays tiers de 20-64 ans), alors que cet objectif est déjà atteint pour les nationaux dans cinq pays (Allemagne, Autriche, Danemark, Pays-Bas, Suède) et pour les autres étrangers de l'Union européenne dans huit pays. Moins d'un étranger originaire d'un pays tiers sur deux est en emploi dans les pays d'Europe du Sud en crise, ainsi qu'en France, en Suède et encore moins en Belgique (graphique 14.7).

En moyenne, les ressortissants de pays tiers sont moins souvent en emploi que les citoyens de l'Union européenne. L'écart entre étrangers originaires de pays tiers et nationaux est de 7 points de pourcentage chez les hommes et atteint même 15 points chez les femmes. Les femmes ayant la nationalité d'un pays hors Union européenne sont nettement moins en emploi dans les pays de l'UE15, notamment en Belgique, en France et en Suède.

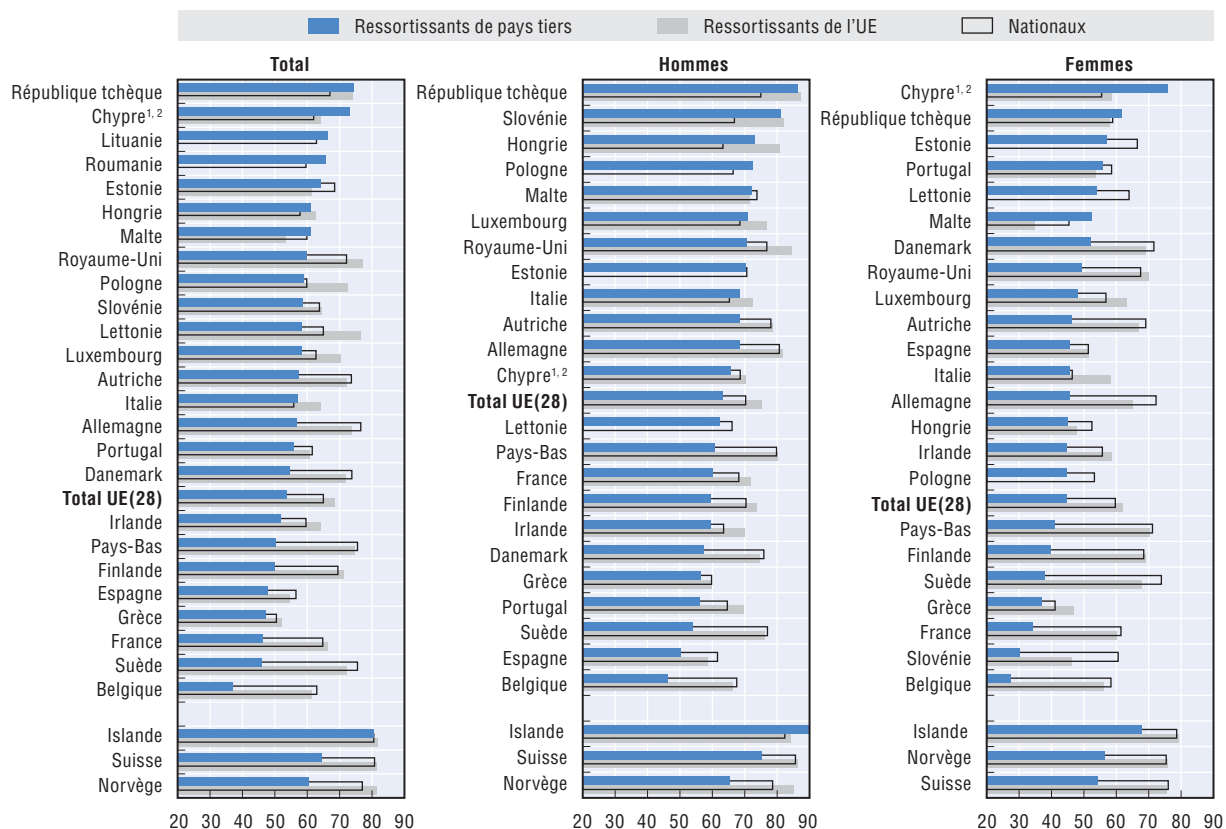
Dans quelques pays d'Europe centrale (République tchèque et Slovaquie notamment), ainsi qu'en Italie et au Luxembourg, les hommes ressortissants de pays tiers sont un peu plus souvent en emploi que les nationaux. À Chypre^{1, 2}, alors que les taux d'emploi des hommes originaires d'un pays tiers et de leurs homologues nationaux sont proches, celui des femmes des pays tiers (76 %) est largement plus élevé, dépassant celui des femmes de n'importe quel autre pays de l'Union européenne, quelle que soit leur nationalité.

À l'exception de pays membres où la majorité de la migration par le passé était constituée de migrants de travail peu qualifiés (Chypre^{1, 2}, Grèce), un haut niveau d'éducation est lié généralement à des taux d'emploi plus élevés. Pourtant, l'écart de taux d'emploi entre ressortissants de pays tiers et nationaux est plus élevé parmi les diplômés du supérieur dans l'ensemble de l'Union européenne (16 points de pourcentage de moins que leurs homologues nationaux, graphique 14.8). Cet écart entre étrangers hors Union européenne et nationaux atteint souvent plus de 20 points de pourcentage dans certains pays de l'UE15 (Belgique, Finlande). Les difficultés des ressortissants de pays tiers à faire valoir leur diplôme étranger sur le marché du travail sont à l'origine de cet écart. Même en République tchèque et au Royaume-Uni où les écarts sont moins marqués, l'écart de taux d'emploi entre ressortissants de pays tiers et nationaux diplômés du supérieur s'élève à 8 points de pourcentage.

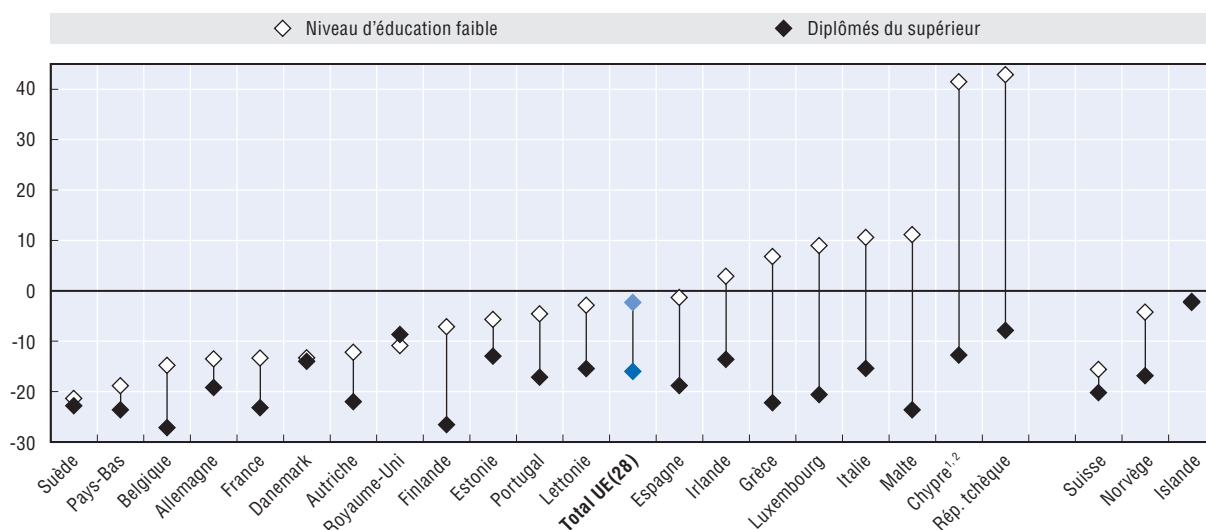
Les ressortissants peu ou pas diplômés originaires de pays tiers ont une meilleure situation vis-à-vis de l'emploi que les nationaux de même niveau d'éducation dans de nombreux pays d'immigration récente, ainsi qu'au Luxembourg et en Europe centrale. Leur taux d'emploi atteint ainsi plus de 40 points de pourcentage de plus que celui des nationaux de même niveau à Chypre^{1, 2} et en République tchèque. Par contre, partout ailleurs, le taux d'emploi des étrangers originaires de pays tiers peu ou pas diplômés est toujours inférieur d'au moins 10 points de pourcentage à celui des nationaux, voire de 20 points aux Pays-Bas et en Suède.

Graphique 14.7. **Taux d'emploi selon la nationalité et le sexe, 2012-13**

Pourcentage de la population en âge de travailler (15-64 ans)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218457>Graphique 14.8. **Écart entre le taux d'emploi des ressortissants de pays tiers et celui des nationaux âgés de 15 à 64 ans selon le niveau d'éducation (non compris les personnes encore scolarisées), 2012-13**

Points de pourcentage

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218468>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

Entre 2006-07 et 2012-13, le taux d'emploi des ressortissants de pays tiers a baissé de quatre points de pourcentage, alors que celui des nationaux, des autres citoyens de l'Union européenne, mais aussi de l'ensemble des immigrés est resté relativement stable. Les hommes étrangers originaires de pays tiers sont ceux qui ont le plus souffert de la crise économique : leur taux d'emploi a diminué de 7 points de pourcentage contre 2 points chez leurs homologues féminins (graphique 14.9).

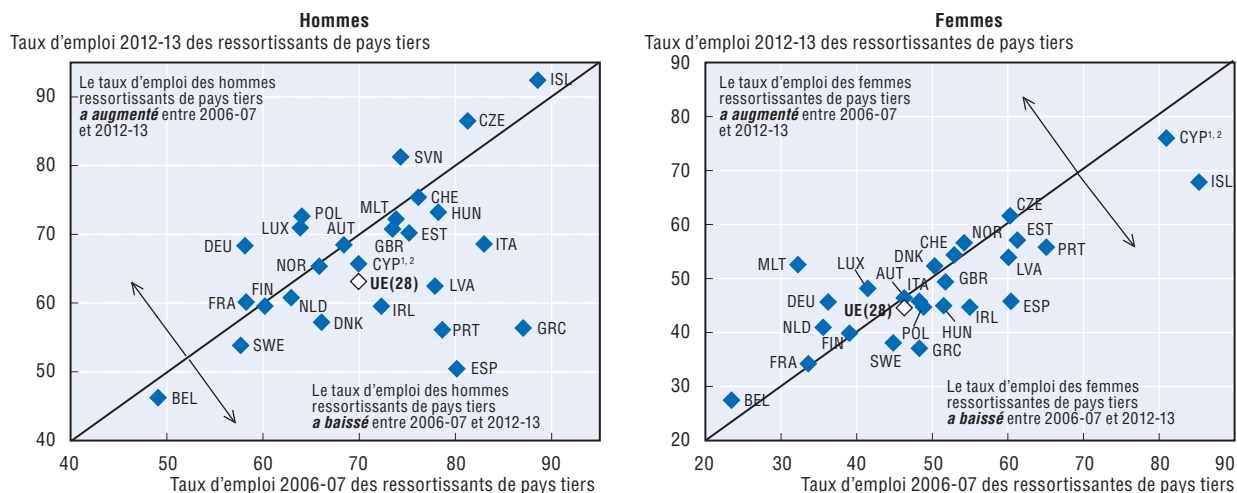
Le taux d'emploi des femmes ressortissantes d'un pays tiers était en constante augmentation depuis le début des années 2000, avant de subir un coup d'arrêt à la suite de la crise économique de 2007-08. Dans les pays les plus touchés par la crise (Espagne, Grèce, Irlande, etc.), leur taux d'emploi était élevé et a chuté de plus de 10 points de pourcentage par rapport à 2006-07. L'accès à l'emploi des femmes originaires de pays tiers s'est également compliqué dans certains pays d'Europe centrale (Hongrie), dans les pays baltes et en Suède. Dans les autres pays, avec un taux d'emploi inférieur à 40 % en 2006-07, les femmes étrangères originaires de pays tiers n'ont pas été plus affectées par la crise de 2007/08. Le taux d'emploi pour ces femmes a même augmenté dans les pays dont les conditions économiques sont aujourd'hui meilleures (Allemagne, Luxembourg).

Les hommes ressortissant de pays tiers, plutôt concentrés dans les secteurs d'activité les plus sensibles à la conjoncture économique (construction, industrie), ont beaucoup plus souffert de la récession au sein de l'Union européenne. Dans les pays les plus touchés par la crise, la chute du taux d'emploi des hommes étrangers originaires de pays tiers a été deux fois plus rude que pour les femmes, voire parfois trois fois plus forte, comme en Italie ou en Grèce. L'Allemagne, le Luxembourg, mais aussi la Pologne, sont quelques exemples de pays ayant connu une croissance significative de la part des ressortissants de pays tiers en emploi au cours des six dernières années.

En 2012-13, 69 % des ressortissants de pays tiers d'âge actif résidant au sein de l'Union européenne sont actifs (occupés ou non), un taux stable sur les cinq dernières années, alors qu'il a progressé pour l'ensemble des immigrés. Ce taux atteint 80 % à Chypre^{1, 2}, et des niveaux proches dans les pays baltes (notamment en Lituanie) et en Europe du Sud (Espagne, Portugal). Il est par contre à peine au-dessus de 60 % en France et aux Pays-Bas, voire en dessous en Belgique (graphique 14.10).

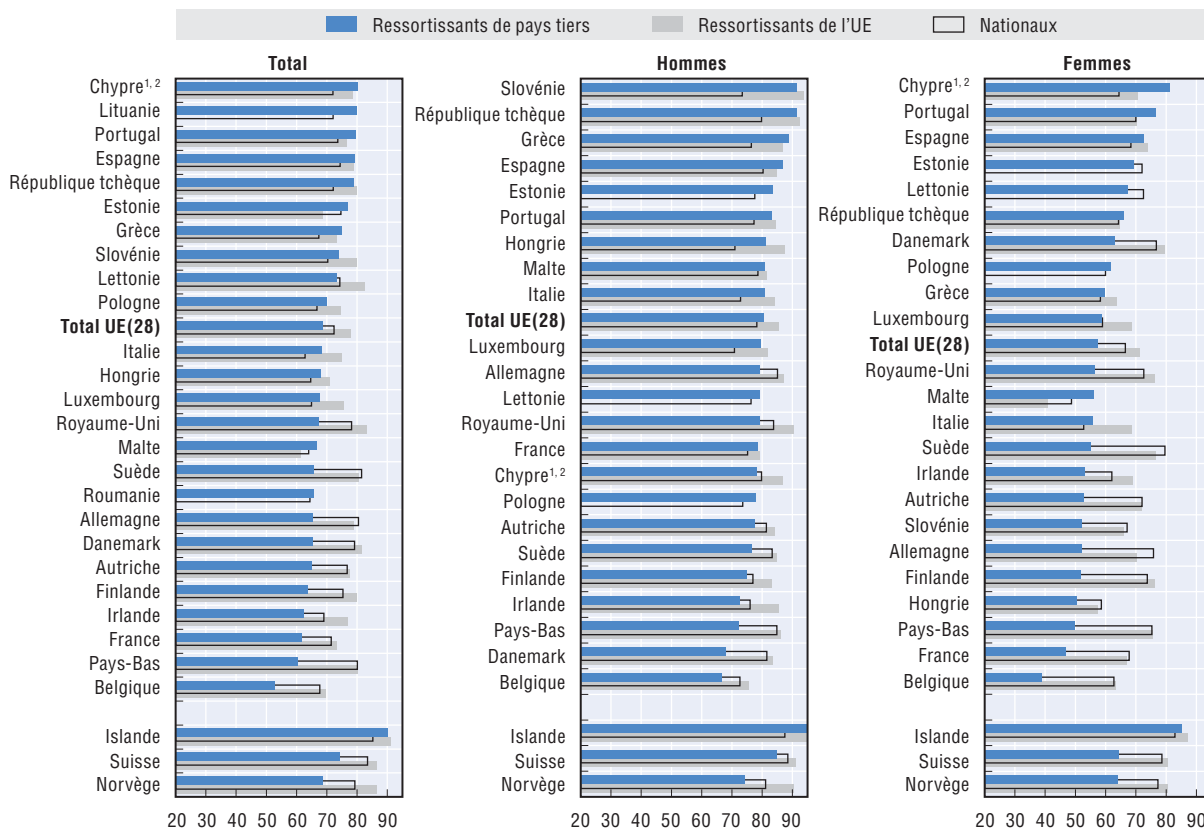
En moyenne, dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, les hommes étrangers de pays tiers sont plus souvent actifs que les nationaux (taux d'activité supérieur de 3 points de pourcentage) mais les femmes le sont beaucoup moins (10 points en moins). Les ressortissantes originaires d'un pays tiers sont plus souvent actives que leurs homologues nationaux dans les pays d'Europe du Sud. C'est l'inverse dans les pays d'immigration traditionnelle de l'UE15, où une sur deux se trouve en dehors du marché du travail. En effet, en Belgique, en France et aux Pays-Bas notamment, la population des ressortissantes de pays tiers est souvent constituée de femmes venues dans le cadre de la migration familiale en provenance notamment de pays où le taux d'emploi des femmes est faible. Les mêmes conclusions peuvent être faites pour les femmes de pays tiers résidant dans les pays nordiques, plutôt venues dans le cadre de migrations humanitaires.

Graphique 14.9. **Taux d'emploi des ressortissants de pays tiers par sexe, 2006-07 et 2012-13**
 Pourcentage de la population en âge de travailler (15-64 ans)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218476>

Graphique 14.10. **Taux d'activité selon la nationalité et le sexe, 2012-13**
 Pourcentage de la population en âge de travailler (15-64 ans)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218177>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.4. Chômage

Informations de référence

Indicateur

Le taux de chômage est la part de chômeurs au sein de la population active. Pour plus d'informations, voir indicateur 5.2.

Champ

Population active d'âge actif (15-64 ans).

En 2012-13, le taux de chômage moyen des ressortissants de pays tiers au sein de l'Union européenne est de 22 %, contre 12 % pour les ressortissants de l'UE et 10 % pour les nationaux (graphique 14.11). À titre de comparaison, le volume des chômeurs ayant la nationalité d'un pays tiers, estimé à 3.2 millions de personnes, est équivalent à 70 % du nombre d'immigrés au chômage.

Le taux de chômage atteint son plus haut niveau dans les pays d'immigration récente touchés de plein fouet par la crise. Ainsi, quatre étrangers actifs originaires de pays tiers sur dix sont au chômage en Espagne et en Grèce. Mais le chômage touche aussi fortement les ressortissants de pays tiers vivant dans des pays où la situation économique est pourtant plus favorable : un actif sur quatre est au chômage en France, et un sur trois en Belgique ou en Suède. Leur taux de chômage ne se situe en dessous de 10 % que dans de rares NEM. Il n'est que de 6 % en République tchèque.

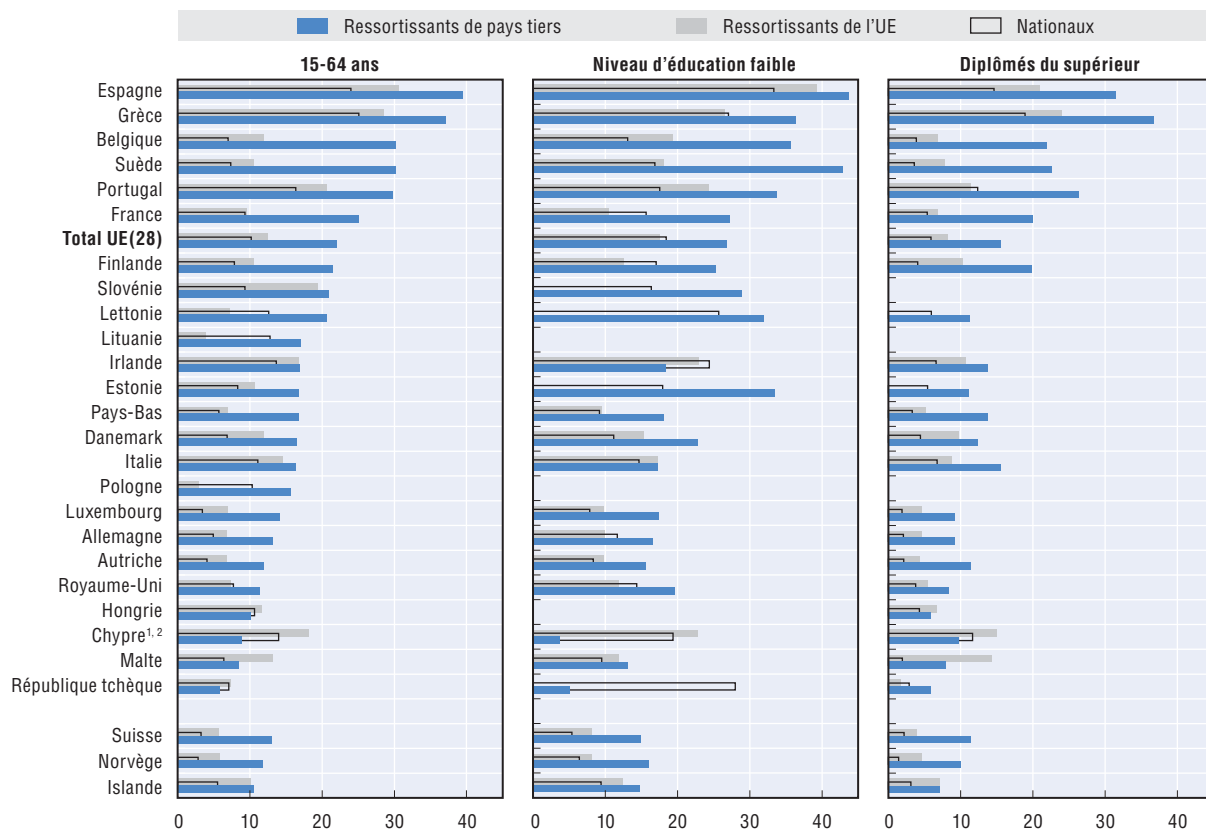
Le taux de chômage des ressortissants de pays tiers est systématiquement supérieur à celui des nationaux et à celui des autres citoyens de l'Union européenne dans la quasi-totalité de l'UE, sauf à Chypre^{1, 2}, en Hongrie et en République tchèque. En Europe du Sud, où le chômage touche fortement les citoyens de l'Union européenne comme les nationaux, leur taux de chômage est 1.5 fois plus élevé. Dans une grande partie des pays d'immigration ancienne de l'UE15 (Allemagne, Autriche, France, Pays-Bas), le chômage touche deux fois plus souvent ce groupe de population que les nationaux. En Belgique et en Suède, les ressortissants hors Union européenne sont même quatre fois plus au chômage que les nationaux (graphique 14.12).

Le taux de chômage est globalement plus élevé chez les individus ayant un faible niveau d'éducation, quelle que soit leur nationalité. Toutefois, les écarts entre ressortissants de pays tiers et nationaux sont moins marqués au sein de ce groupe. Dans les rares pays où la plupart des migrants peu qualifiés sont venus en tant que migrant de travail (Chypre^{1, 2}, Grèce, République tchèque), les étrangers hors Union européenne peu ou pas diplômés s'insèrent même mieux sur le marché du travail que ceux ayant un haut niveau d'éducation.

En moyenne, les étrangers originaires de pays tiers qui ont un haut niveau d'éducation sont presque trois fois plus au chômage que leurs homologues nationaux, soit un écart encore plus marquant que chez les autres citoyens de l'Union européenne. Dans les pays du Benelux, en Allemagne et en Autriche, ils sont cinq fois plus souvent au chômage que leurs homologues ayant la nationalité du pays de résidence (graphique 14.11).

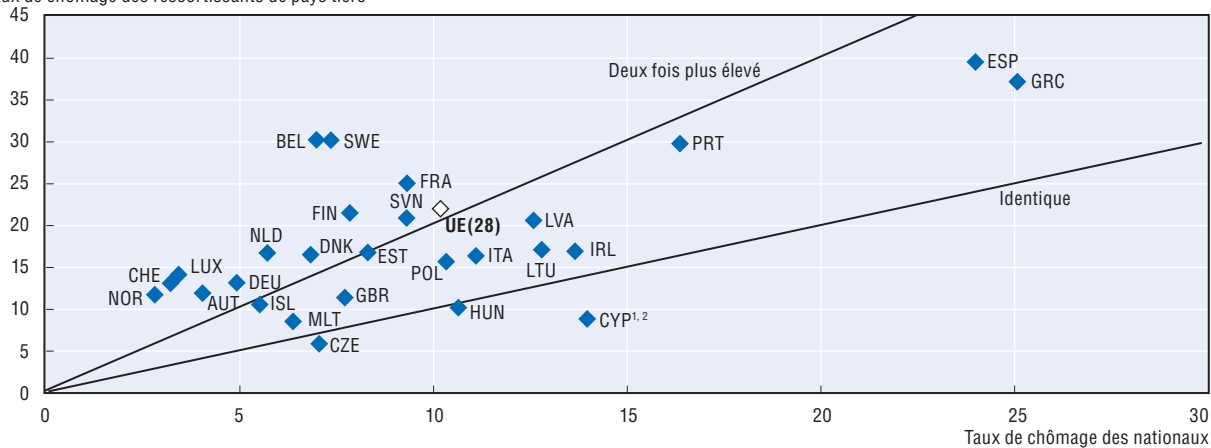
Graphique 14.11. **Taux de chômage selon la nationalité et le niveau d'éducation, 2012-13**

Pourcentage de la population active (15-64 ans)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218184>Graphique 14.12. **Taux de chômage selon la nationalité, 2012-13**

Pourcentage de la population active (15-64 ans)

Taux de chômage des ressortissants de pays tiers

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218197>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

En 2012-13, les hommes sont globalement autant au chômage que les femmes. Mais chez les ressortissants de pays tiers, ce sont les femmes qui sont un peu plus au chômage, cette tendance étant encore plus accentuée parmi les autres citoyens de l'Union européenne (graphique 14.13). En Slovénie, par exemple, le taux de chômage des femmes étrangères originaires de pays tiers est ainsi quatre fois supérieur à celui de leurs homologues masculins. En Europe du Nord, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, les femmes actives étrangères extra-communautaires sont aussi plus au chômage, alors que ce sont les hommes qui le sont plus parmi les ressortissants nationaux. C'est l'inverse en Espagne, où le chômage prédomine chez les hommes originaires de pays tiers alors que chez les nationaux il prédomine chez les femmes.

Depuis le début de la crise, les écarts de taux de chômage entre hommes et femmes ont diminué quelle que soit la nationalité, les pertes d'emploi ayant globalement plus touché les secteurs d'activité à prédominance masculine (construction, industrie, etc.). Dans certains pays d'Europe du Sud particulièrement concernés par le boom de la construction des années 2000 (Espagne, Portugal), le taux de chômage des hommes étrangers originaires de pays tiers, qui était plus faible que celui des femmes en 2006-07, est désormais supérieur de plus de 5 points de pourcentage.

Alors que la population active de citoyens nationaux a augmenté de 1 % en moyenne dans l'Union européenne entre 2006-07 et 2012-13, leur nombre de chômeurs a progressé de 38 % depuis le début de la crise. Cette progression atteint 73 % chez les étrangers originaires de pays tiers, pour 18 % de population active supplémentaire. Le nombre de chômeurs extra-communautaires passe donc de 1.9 million en 2006-07 à 3.2 millions en 2012-13. Entre ces deux dates, le taux de chômage des ressortissants de pays tiers a augmenté de 7 points de pourcentage en moyenne dans l'Union européenne, contre +3 points chez les nationaux et autres citoyens communautaires.

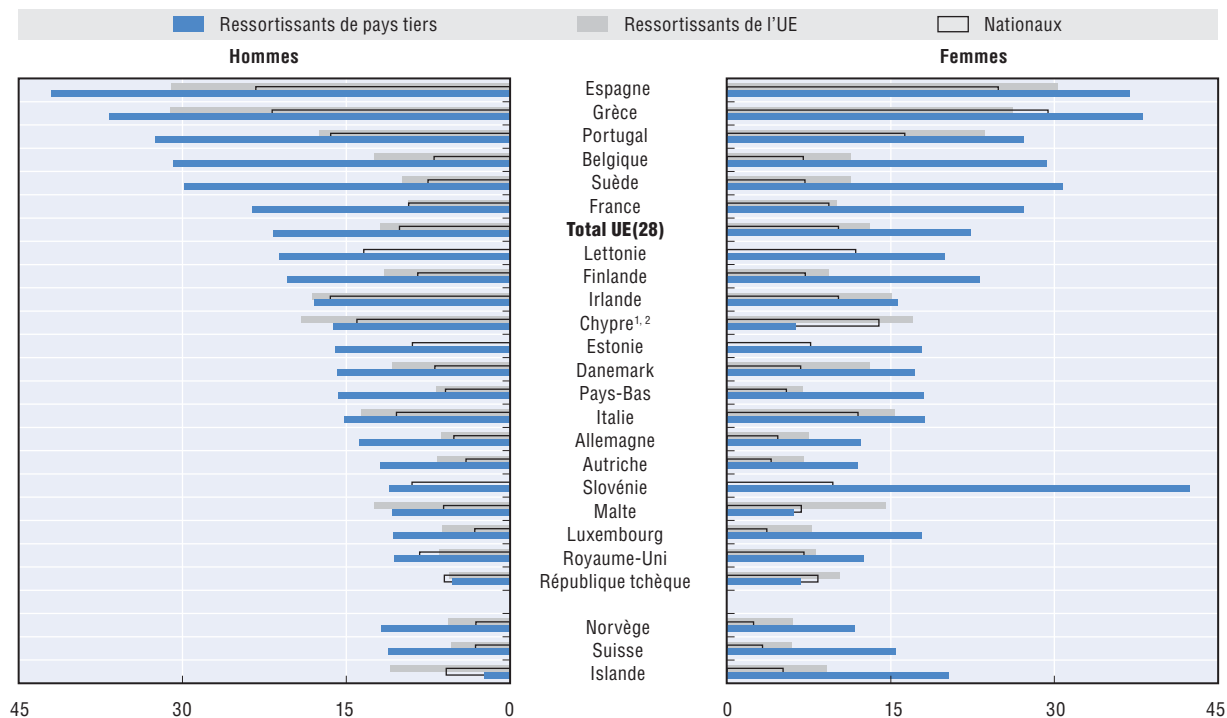
Dans presque la moitié des pays de l'Union européenne, les ressortissants de pays tiers ont en fait été moins touchés par les pertes d'emploi que les nationaux. En Allemagne, en Finlande, au Luxembourg et en République tchèque, ils ont même vu leur taux de chômage diminuer plus que chez les nationaux. Dans certains autres pays où le taux de chômage a progressé ces six dernières années, ils ont aussi été moins touchés que les nationaux eux-mêmes, comme c'est le cas au Royaume-Uni et surtout à Chypre^{1, 2}. Toutefois, dans les pays les plus touchés par la crise (Europe du Sud), le taux de chômage a encore plus explosé chez les travailleurs originaires de pays tiers que chez les autres citoyens de l'Union européenne. En Espagne ou en Grèce, il a ainsi augmenté de plus de 25 points de pourcentage (contre 16 points chez les nationaux). Le taux de chômage de ces ressortissants extra-communautaires a aussi beaucoup progressé en Suède, alors même que le taux de chômage des nationaux restait relativement stable (graphique 14.14).

La crise financière de 2007-08 a particulièrement touché les groupes de population les plus vulnérables sur le marché du travail, comme les personnes ayant un faible niveau d'éducation. Les ressortissants de pays tiers étant surreprésentés parmi les travailleurs peu qualifiés, cela explique qu'ils aient plus soufferts de la crise que les citoyens du pays de résidence. Pourtant, à niveau d'éducation égal, l'augmentation du taux de chômage des étrangers ressortissants d'un pays tiers est presque similaire à celle des nationaux. À l'exception des pays d'Europe du Sud, les ressortissants de pays tiers peu ou pas diplômés ont même moins souffert des pertes d'emploi que leurs homologues nationaux dans une grande partie des pays de l'UE15 (Allemagne, France, Royaume-Uni).

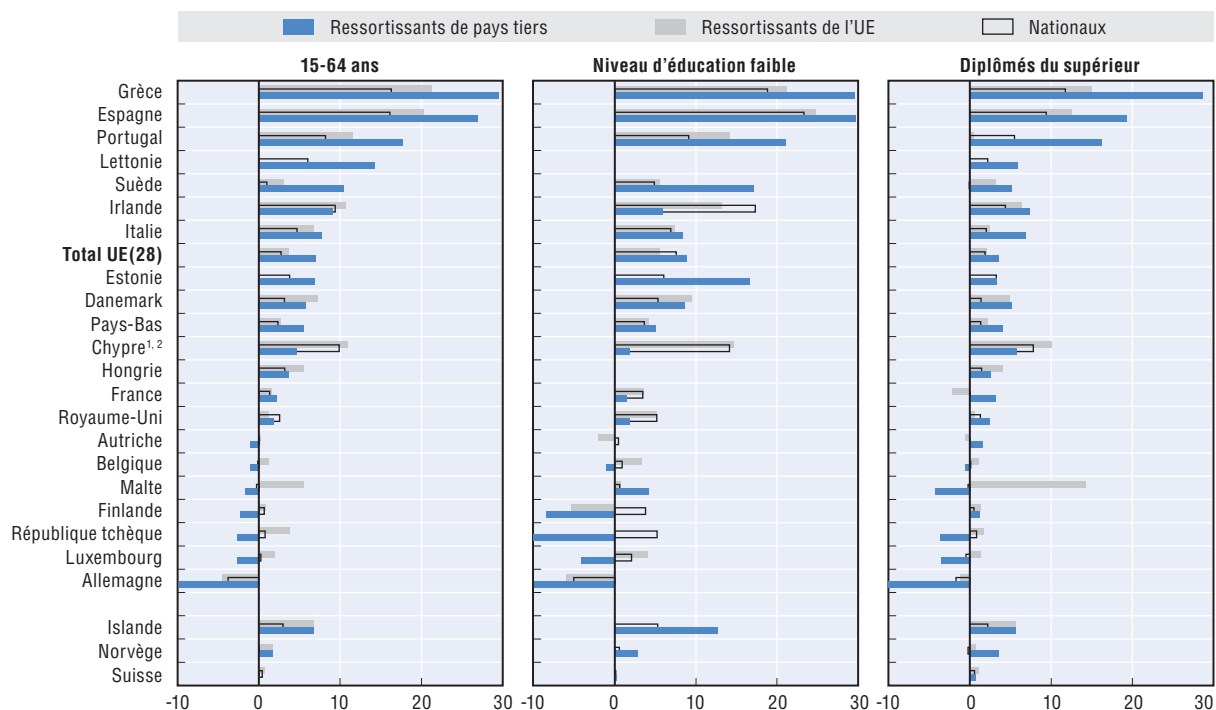
Malgré une situation plus enviable, les personnes diplômées du supérieur ont également connu une hausse générale du chômage au sein de l'Union européenne, mais moins importante par rapport à l'ensemble des immigrés. En Grèce, l'augmentation du taux de chômage des ressortissants de pays tiers est presque similaire à celle de leurs homologues pas ou peu diplômés. Les étrangers hors Union européenne diplômés du supérieur ont subi ces dernières années plus de pertes d'emploi que les nationaux dans la majorité des États membres, à l'exception une fois encore de l'Allemagne, du Luxembourg et de la République tchèque.

Graphique 14.13. **Taux de chômage selon la nationalité et le sexe, 2012-13**

Pourcentage de la population active (15-64 ans)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218205>Graphique 14.14. **Évolution des taux de chômage entre 2006-07 et 2012-13**

Points de pourcentage, personnes âgées de 15 à 64 ans

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218215>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.5. Travail indépendant

Informations de référence

Indicateur

Un travailleur indépendant est un individu qui travaille dans sa propre entreprise ou qui crée sa propre activité à but lucratif. Pour plus d'informations, voir indicateur 6.5.

Champ

Population en emploi de 15 à 64 ans, secteur agricole exclu.

Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, 11 % des ressortissants de pays tiers en emploi sont des travailleurs indépendants en 2012-13. Ce taux est très proche chez les nationaux, et largement supérieur chez les autres citoyens de l'Union européenne, qui sont 15 % à avoir un travail indépendant (surtout dans les pays de l'UE15 et en Estonie). Les étrangers originaires de pays tiers sont nettement plus souvent des travailleurs indépendants que le reste de la population dans quelques pays d'Europe centrale seulement. En Hongrie, en Pologne et en République tchèque, plus d'un sur quatre occupe ce type d'emploi, soit deux fois plus que chez les nationaux (graphique 14.15). À l'inverse, dans les pays d'immigration récente d'Europe du Sud où la population nationale est très souvent à son compte (Grèce, Italie), les étrangers originaires de pays tiers, plutôt salariés peu qualifiés, sont deux fois moins souvent des travailleurs indépendants. Dans le reste de l'UE15, l'importance du travail indépendant au sein de la population en emploi est à peu près similaire, que ce soit parmi les nationaux ou les étrangers ressortissants de pays tiers.

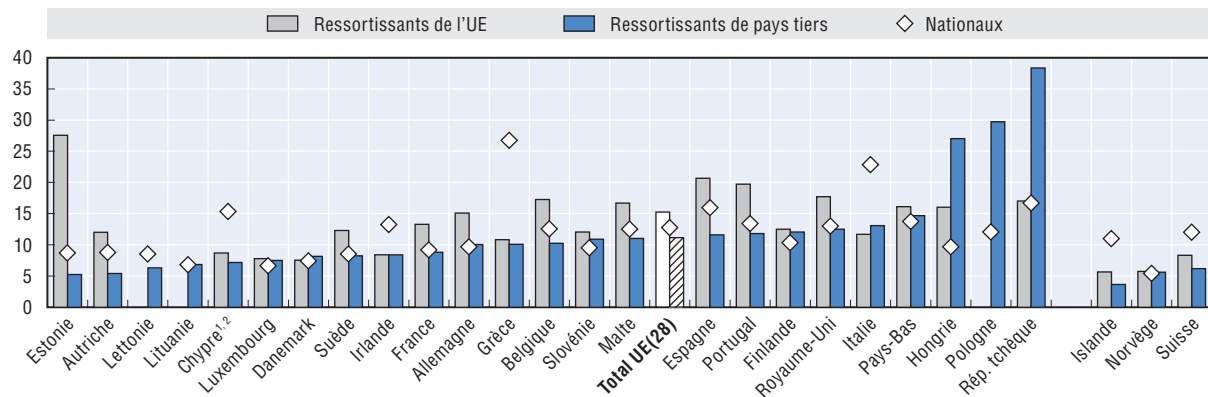
Être travailleur indépendant offre en théorie un emploi à durée illimitée. Mais cet emploi n'est garanti que lorsque l'entreprise est viable. De nombreuses études nationales montrent que le taux de survie des entreprises est moindre lorsque le dirigeant est étranger, en particulier lorsqu'il a la nationalité d'un pays tiers. En outre, en moyenne au sein de l'Union européenne, les trois quarts des travailleurs indépendants de ces pays n'ont aucun employé. Ces entreprises individuelles sont la norme dans presque tous les pays, notamment en République tchèque, au Royaume-Uni et dans les pays d'Europe du Sud (graphique 14.16). Seuls les entrepreneurs ressortissants d'un pays tiers en Autriche et en Lettonie sont dans plus d'un cas sur deux à la tête d'entreprises comptant un ou plusieurs salariés.

En ne prenant en compte que les travailleurs indépendants ayant des employés, l'importance du travail indépendant dans l'emploi des ressortissants de pays tiers est bien moindre. Ces travailleurs indépendants étrangers originaires de ces pays ne représentent plus que 3 % de la population en emploi dans l'ensemble de l'Union européenne, contre 4 % des nationaux et 3.6 % des autres citoyens de l'Union européenne (graphique 14.17). Les étrangers hors Union européenne sont près de deux fois plus souvent employeurs que les nationaux en République tchèque. Ils ont également une plus forte probabilité d'être employeur aux Pays-Bas.

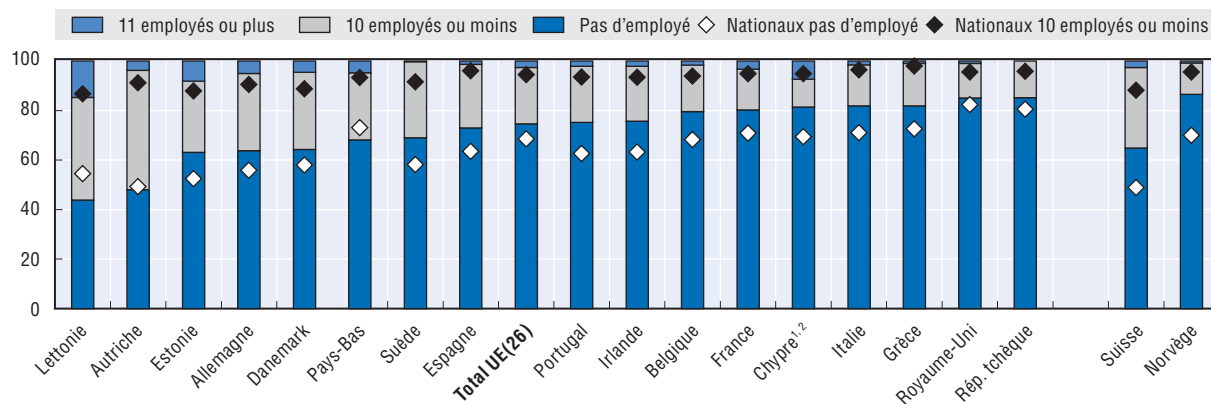
Au sein de l'Union européenne, seuls 1.5 % des dirigeants d'entreprises comptant plus de dix employés sont des ressortissants de pays tiers. Dans la majorité des pays membres, moins d'un travailleur indépendant hors Union européenne sur 30 dirige une entreprise de plus de dix salariés. Toutefois, cette part atteint 8 % en Estonie et 15 % en Lettonie, où la communauté russe est implantée de longue date et a pu établir des entreprises de petite taille ou de taille moyenne. À l'exception de la Lettonie mais aussi de Chypre^{1, 2}, les travailleurs indépendants originaires de pays tiers sont toujours sous-représentés par rapport aux nationaux parmi les chefs d'entreprise employant plus de dix employés. Cette sous-représentation est d'autant plus forte dans les économies comme l'Allemagne, l'Autriche et les pays nordiques.

Graphique 14.15. **Travailleurs indépendants selon la nationalité, 2012-13**

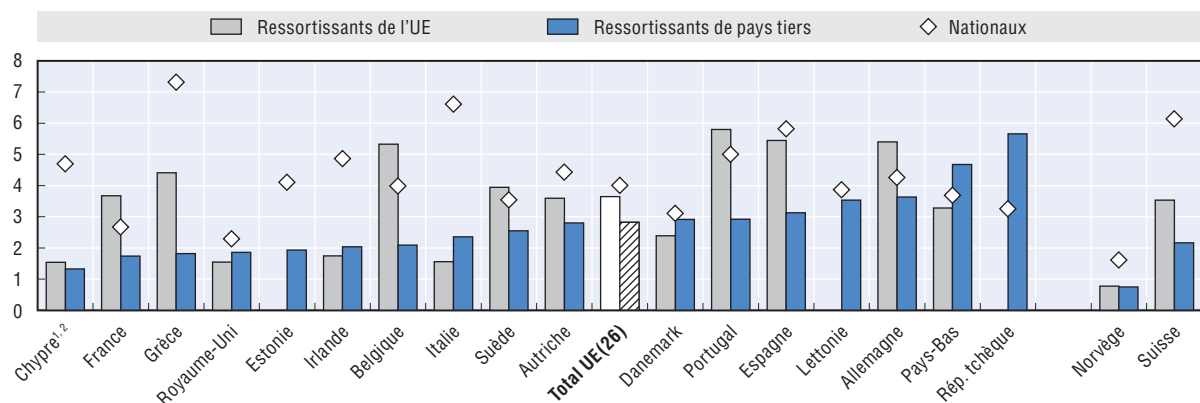
Pourcentage de l'emploi des 15-64 ans (non compris le secteur agricole)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218227>Graphique 14.16. **Travailleurs indépendants de pays tiers selon la taille de l'entreprise, 2012**

Total = 100 (non compris le secteur agricole), 15-64 ans

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218236>Graphique 14.17. **Travailleurs indépendants, non compris ceux qui n'ont pas d'employé, 2012**

Pourcentage de l'emploi des 15 à 64 ans (non compris le secteur agricole)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218242>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.6. Déclassement

Informations de référence

Indicateur

Le déclassement est la part des personnes ayant un diplôme de l'enseignement supérieur et occupant un emploi peu ou moyennement qualifié. Pour plus d'informations, voir indicateur 6.4.

Champ

Population en emploi de 15 à 64 ans ayant un haut niveau d'éducation (Classification internationale type de l'éducation 5-6), non compris les forces armées (Classification internationale type des professions 0), dont le niveau de qualification de l'emploi n'est pas référencé.

En moyenne en 2012-13, 44 % des ressortissants de pays tiers ayant un niveau d'éducation élevé sont surqualifiés dans l'emploi qu'ils occupent, alors que ce n'est le cas que pour un tiers des ressortissants de l'Union européenne et un cinquième des nationaux. Le taux de déclassement touche deux étrangers diplômés du supérieur originaires de pays tiers sur trois dans les pays d'Europe du Sud, allant jusqu'à quatre sur cinq en Grèce et en Italie. Ces pays ont vu le développement ces dernières années d'un grand nombre d'emplois peu qualifiés que les étrangers extra-communautaires ont en partie pourvus, y compris les plus diplômées d'entre eux. Au final, le déclassement touche au moins trois fois plus de ressortissants de pays tiers que de nationaux dans les pays d'Europe du Sud (Portugal et Italie notamment), en Europe du Nord (surtout au Danemark) et au Luxembourg (graphique 14.18).

La prévalence du déclassement chez les étrangers ressortissants de pays tiers est liée aux difficultés qu'éprouvent ces ressortissants à faire valoir leurs diplômes sur le marché du travail du pays de résidence, à leur connaissance de la langue du pays d'accueil, ainsi qu'à leur compréhension du marché du travail. Alors que la reconnaissance académique des qualifications universitaires est généralement automatique entre pays de l'Union européenne, ces systèmes de reconnaissance sont moins développés dans les pays tiers. En conséquence, les diplômes d'un grand nombre d'étrangers originaires de ces pays ne sont jamais reconnus, ce qui les empêche d'accéder aux emplois en rapport avec leur niveau de qualifications.

Alors que le déclassement touche autant les hommes que les femmes au sein de la population nationale, ce sont les femmes qui sont presque systématiquement les plus déclassées parmi les étrangers. Le taux de déclassement des femmes originaires de pays tiers est ainsi de 11 points de pourcentage supérieur à celui de leurs homologues masculins et de 13 points de plus par rapport aux citoyennes de l'Union européenne. Les plus forts écarts entre hommes et femmes ressortissants de pays tiers sont observés dans les pays d'Europe du Sud, mais aussi en Finlande ou en République tchèque. Les pays baltes et le Danemark sont les seuls pays où les hommes en emploi étrangers originaires de pays tiers sont plus déclassés que leurs homologues féminines.

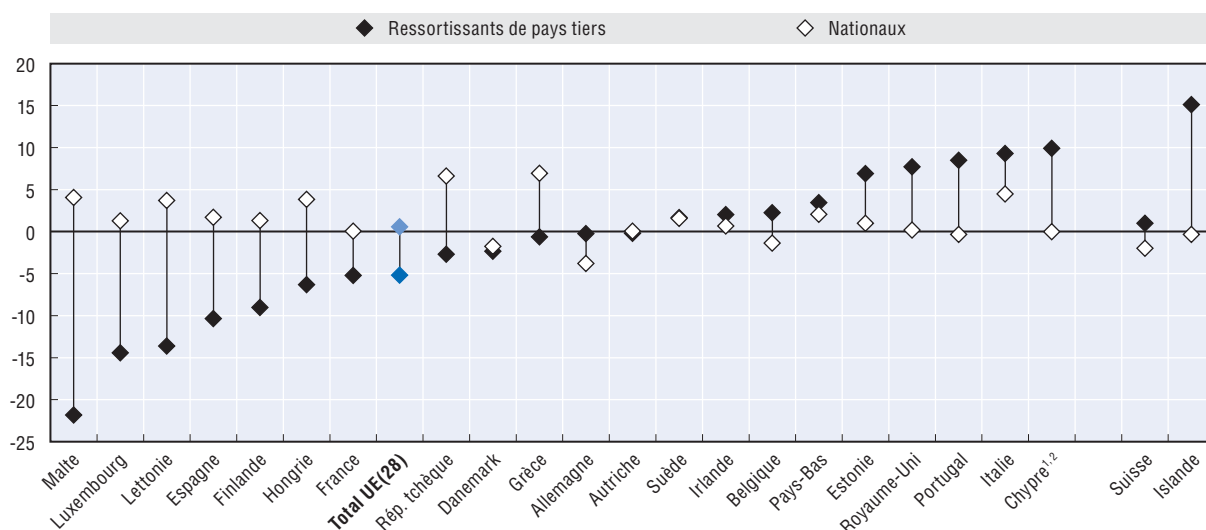
Le taux de déclassement a peu augmenté depuis la crise de 2007-08 dans l'ensemble de la population nationale, quel que soit le pays, exception faite de la Grèce ou de la République tchèque. La tendance concernant les ressortissants de pays tiers entre 2006-07 et 2012-13 est par contre très variable selon le pays. Ainsi, le taux de déclassement a baissé de près de 15 points au Luxembourg et en Lettonie, voire 25 points à Malte. Il a également diminué en Espagne, en France, mais aussi en Grèce, où le déclassement a pourtant progressé dans le reste de la population. Depuis 2006-07, le taux de déclassement a augmenté dans un certain nombre de pays d'Europe du Sud (Chypre^{1, 2}, Italie, Portugal), ainsi qu'au Royaume-Uni, où le taux de déclassement des étrangers hors Union européenne a augmenté de plus de 5 points de pourcentage en six ans (graphique 14.19). Enfin, dans les autres pays de l'Union européenne, le taux de déclassement a, tout comme celui des nationaux, peu évolué.

Graphique 14.18. **Taux de déclassement selon la nationalité et le sexe, 2012-13**

Pourcentage des travailleurs âgés de 15 à 64 ans diplômés du supérieur qui ne sont pas scolarisés

Graphique 14.19. **Évolution des taux de déclassement parmi les travailleurs âgés de 15 à 64 ans diplômés du supérieur qui ne sont pas scolarisés, selon la nationalité, 2006-07 et 2012-13**

Points de pourcentage



Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.7. Niveau d'études atteint et compétences en littératie

Informations de référence

Indicateur

La classification des niveaux d'éducation, basée sur la CITE est subdivisée en trois : niveau d'éducation faible (CITE 0/1/2, la CITE 0/1 correspondant à très faible), moyen (CITE 3/4) et élevé (CITE 5/6). Les compétences en littératie sont basées sur les tests de l'enquête PIAAC 2012. La nationalité n'étant pas spécifiée dans PIAAC, la partie sur la littératie est réalisée à partir du pays de naissance. Pour plus d'informations, voir indicateurs 7.1 et 7.2.

Champ

Personnes non scolarisées et âgées de 15 à 64 ans pour le niveau d'éducation, personnes âgées de 16 à 65 ans pour la littératie.

En moyenne, dans l'ensemble de l'Union européenne, 47 % des ressortissants de pays tiers ont, en 2012-13, un niveau d'éducation faible contre un national sur quatre et 29 % des autres citoyens de l'Union européenne. Seul un sur cinq est diplômé du supérieur contre un peu plus d'un sur quatre chez les nationaux et autres citoyens de l'Union européenne. Les ressortissants de pays tiers ayant un niveau d'éducation faible représentent 2.8 % de la population d'âge actif (15-64 ans, hors étudiants), soit 4.2 millions d'individus ; et ceux ayant un haut niveau d'éducation ne représentent que 0.5 %, soit un peu plus de 800 000 personnes.

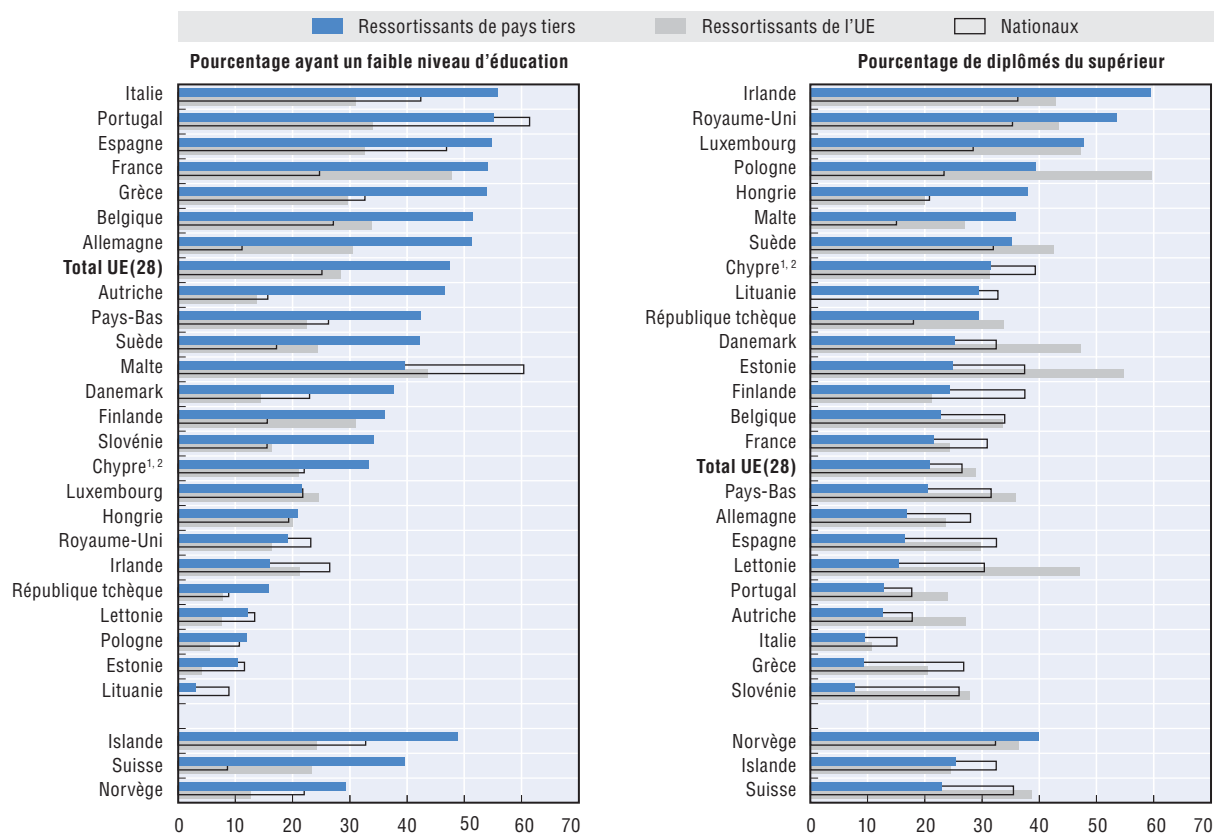
La part de diplômés du supérieur parmi les ressortissants de pays tiers est plus élevée que celle des nationaux dans certains NEM (Hongrie, Pologne, etc.), ainsi que dans les pays où il y a eu d'importants flux de migration de travail très qualifiés cette dernière décennie, comme en Irlande, au Luxembourg ou au Royaume-Uni (graphique 14.20). Ces trois pays atteignent l'objectif 2020 de l'Union européenne (40 % des 30-34 ans doivent avoir un haut niveau d'éducation) pour les étrangers hors Union européenne, ce niveau n'étant atteint par les nationaux dans aucun pays. En Europe du Sud où de nombreux ressortissants originaires de pays tiers sont arrivés pour combler l'offre d'emplois peu qualifiés, plus d'un sur deux a un niveau d'éducation faible. C'est également le cas dans les pays d'immigration ancienne (Allemagne, Belgique, France), où les flux provenaient par le passé de pays (pays du Maghreb, Turquie) où les niveaux d'éducation étaient faibles.

En moyenne, 18 % des ressortissants de pays tiers n'ont pas mieux qu'un niveau « école primaire » contre 4 % des nationaux (graphique 14.21). C'est dans les pays d'immigration ancienne et en Europe du Sud que cette part est la plus forte. En Allemagne, en Belgique, en Espagne et en France, la part de ressortissants originaires de pays tiers ayant un niveau d'éducation très faible est supérieure de 20 points à celle des nationaux. Les étrangers hors Union européenne ont un niveau d'éducation plus élevé au Royaume-Uni et dans les NEM.

En 2012, le score moyen des immigrés originaires de pays tiers est de 237 points (niveau 2) contre 259 chez les immigrés de l'Union européenne et 275 (niveau 3) chez les personnes nées dans le pays (graphique 14.A1.2). Leurs scores n'atteignent que le niveau 1 (moins de 226 points) en Belgique, en Italie et en Suède. De manière générale, les écarts avec les personnes nées dans le pays sont particulièrement élevés dans les pays d'Europe du Nord, ainsi qu'au Benelux et en Autriche. À l'inverse, les immigrés de pays tiers obtiennent des scores en littératie moyens proche de ceux des personnes nées dans le pays à Chypre^{1,2} et en Irlande.

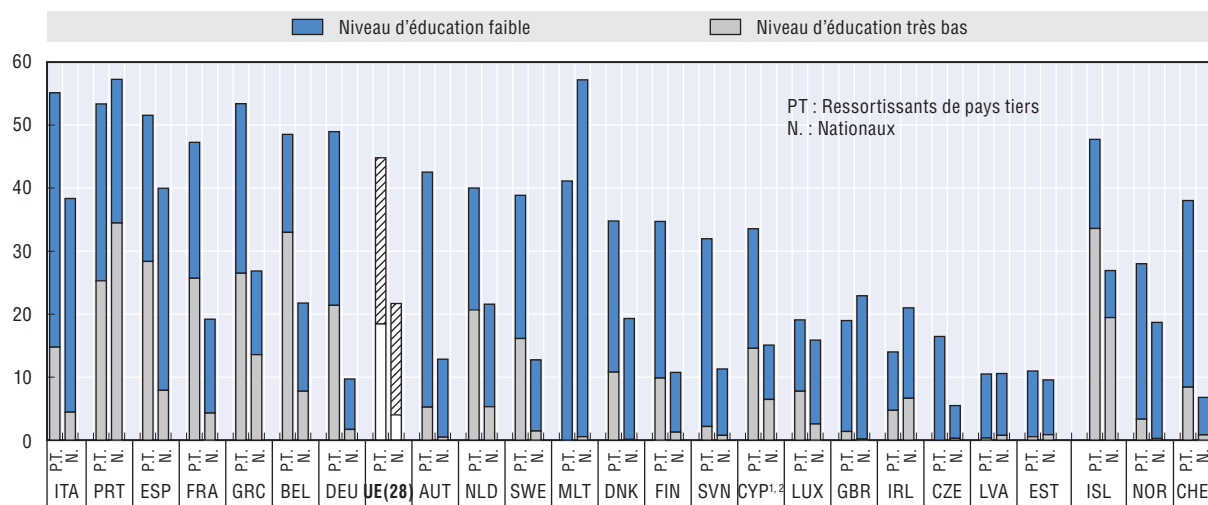
La langue parlée et/ou apprise pendant l'enfance explique en grande partie les compétences en littératie des immigrés. Plus elle est éloignée de la langue parlée dans le pays d'accueil, plus les scores seront faibles. Ainsi, les écarts de score de littératie entre immigrés originaires de pays tiers et personnes nées dans le pays augmentent significativement quand l'immigré ne parlait pas la langue du pays d'accueil pendant l'enfance. En Espagne ou en Irlande, l'écart double si l'on ne prend en compte que les immigrés parlant respectivement l'espagnol ou l'anglais (graphique 14.A1.3). Les immigrés originaires de pays tiers en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Espagne, en France et en Italie, n'atteignent en moyenne que le niveau 1 de compétences en littératie s'ils parlaient une langue étrangère pendant leur enfance.

Graphique 14.20. **Pourcentage des 15-64 ans qui ont de faibles niveaux d'éducation ou sont diplômés du supérieur selon la nationalité, non compris les personnes scolarisées, 2012-13**



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218289>

Graphique 14.21. **Pourcentage des 25-54 ans qui ont de très bas ou faibles niveaux d'éducation selon la nationalité, non compris les personnes scolarisées, 2012-13**



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218289>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.8. Distribution du revenu des ménages

Informations de référence

Indicateur

Le revenu disponible annuel équivalent du ménage est le revenu par personne, ajusté par la racine carrée de la taille du ménage. Le revenu est exprimé en euros (EUR) au taux de parité de pouvoir d'achat (PPA). Pour estimer l'influence des transferts sociaux sur les écarts de revenus entre ressortissants de pays tiers et nationaux, une comparaison entre revenus avant et après transferts est proposée. Ces transferts comprennent les allocations chômage, maladie, handicap, scolaires, familiales et logement (pensions pour personnes âgées et anciens combattants non comprises). Pour plus d'information, voir indicateur 8.1.

Champ

Personne de plus de 15 ans vivant en logement ordinaire. On attribue à chaque individu le revenu annuel équivalent du ménage.

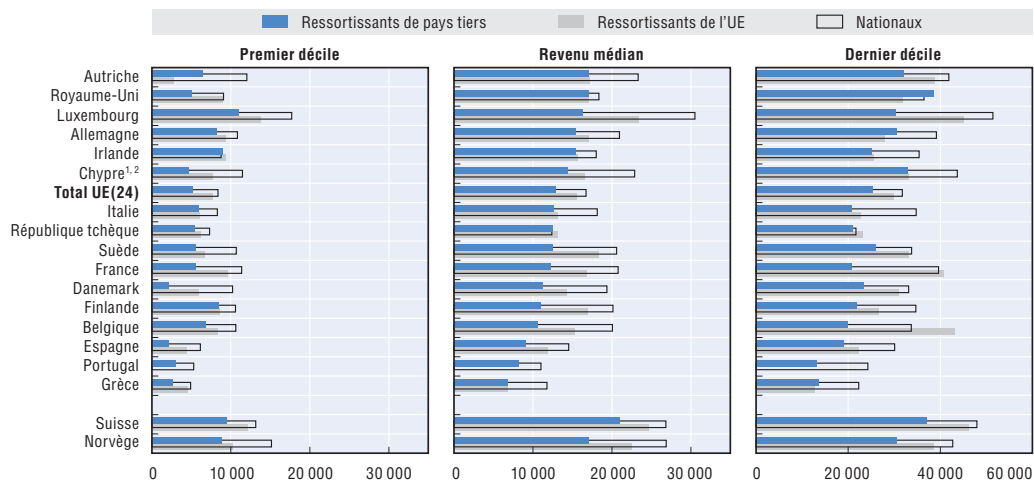
Dans l'ensemble de l'Union européenne, le revenu médian des personnes vivant dans un ménage constitué de ressortissants de pays tiers en 2012 est d'un peu moins de 13 000 EUR, contre 15 500 EUR dans un ménage de ressortissants de l'Union européenne et près de 17 000 EUR dans un ménage de nationaux. L'échelle du revenu médian équivalent des étrangers ressortissants de pays tiers va de moins de 7 000 EUR en Grèce à 17 000 EUR en Autriche et au Royaume-Uni. La situation est plus hétérogène chez les nationaux, les revenus médians allant de 11 000 à 30 500 EUR. Les ménages d'étrangers hors Union européenne ont presque toujours un revenu nettement inférieur à celui des ménages nationaux. Il est presque deux fois moindre dans les pays d'Europe du Nord, ainsi qu'en Belgique, en France et au Luxembourg (graphique 14.22). Les écarts sont par contre plus faibles en Irlande, en République tchèque et au Royaume-Uni. Toutefois, il y a plus de différences de revenus entre pays membres qu'entre étrangers et nationaux au sein d'un même pays.

Les ressortissants de pays tiers faisant partie de la population des 10 % les plus riches ont un revenu cinq fois plus élevés que ceux se trouvant dans la population des 10 % les plus pauvres (graphique 14.23). Ce rapport est de quatre chez les nationaux et autres citoyens de l'Union européenne. En Belgique, en Finlande, en Irlande, en Italie, au Luxembourg et au Portugal, les écarts de revenus entre les plus pauvres et les plus riches sont plus élevés parmi les nationaux que parmi les étrangers extra-communautaires. Les inégalités de revenus sont en moyenne moins fortes parmi les ressortissants de l'Union européenne que parmi ceux originaires de pays tiers, sauf en Autriche, au Benelux, en France et en Scandinavie. La répartition des revenus est particulièrement inégalitaire chez les citoyens de l'Union européenne résidant en Autriche où les 10 % les plus riches (majoritairement des ressortissants allemands) ont un revenu 14 fois plus élevé que les 10 % les plus pauvres, majoritairement originaires des NEM.

À l'exception de l'Irlande, les ressortissants de pays tiers sont toujours surreprésentés dans le décile le plus faible. En moyenne, près d'un sur quatre fait partie de ce décile. Près d'un étranger hors Union européenne sur deux vit dans cette situation en Belgique (tableau 14.1), la situation étant également préoccupante en France, au Luxembourg, et dans une grande partie des pays d'Europe du Nord. À l'autre bout du spectre des revenus, les ressortissants de pays tiers sont systématiquement sous-représentés dans le décile de revenu le plus élevé, sauf au Royaume-Uni. Parfois, comme au Danemark, en France ou en Italie, moins d'un étranger extra-communautaire sur 300 dispose d'un revenu du dernier décile.

Une partie du revenu disponible des ménages provient des transferts sociaux. Si, après transferts, les ménages de ressortissants de pays tiers ont toujours des revenus moindres que les nationaux (sauf en République tchèque), ces transferts permettent de limiter les inégalités de revenus entre étrangers originaires de pays tiers et nationaux dans les trois quarts des pays, particulièrement au Danemark et en Finlande, ainsi qu'en Autriche et en France, où l'écart de revenus médians diminue d'un tiers après transferts sociaux (graphique 14.A1.4). Les transferts sociaux bénéficient par contre moins aux étrangers extra-communautaires qu'aux nationaux à Chypre^{1, 2}, en Grèce et au Royaume-Uni.

Graphique 14.22. **Revenus disponibles annuels équivalents par nationalité, 2012**
EUR aux prix de 2011



Graphique 14.23. **Distribution des revenus par nationalité, 2012**

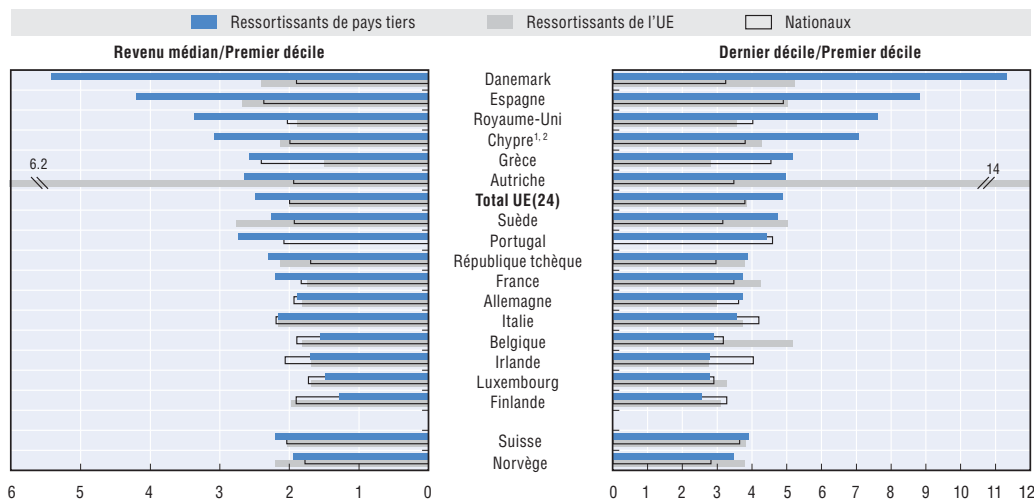


Tableau 14.1. **Adultes (15+) vivant dans un ménage de ressortissants de pays tiers, 2012**

	% dans le premier décile	% dans le dernier décile
Autriche	24.6	1.5
Belgique	48.6	2.5
Chypre ^{1, 2}	37.6	5.5
République tchèque	17.5	9.2
Danemark	39.5	0.0
Finlande	39.1	1.3
France	41.0	0.3
Allemagne	22.8	5.5
Grèce	27.1	1.5
Irlande	7.1	1.0
Italie	17.4	0.3
Luxembourg	38.7	0.7
Portugal	22.3	1.6
Espagne	27.0	2.1
Suède	33.4	3.4
Royaume-Uni	20.4	12.6
Total UE (24)	23.9	4.0
Norvège	36.9	2.1
Suisse	17.2	3.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218537>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.9. Pauvreté

Informations de référence

Indicateur

Le taux de pauvreté relative, d'après la définition d'Eurostat appliquée ici, est la part des individus vivant en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire percevant moins de 60 % du revenu disponible médian équivalent dans chaque pays. L'indicateur du taux de pauvreté relative permet d'évaluer le niveau d'inégalité de revenus entre différents groupes au sein d'un même pays, mais il ne peut pas être utilisé pour identifier les situations de pauvreté absolue. Le concept de "pauvreté" étant fonction du revenu médian dans chaque pays, il ne recouvre pas la même réalité partout. En Grèce et au Portugal par exemple, le revenu correspondant au plus haut décile chez les ressortissants de pays tiers est plus bas que le revenu médian observé dans un tiers des pays de l'Union européenne. Pour plus d'information, voir indicateur 8.2.

Champ

Toute personne de plus de 15 ans vivant en logement ordinaire. On attribue à chaque individu le revenu annuel équivalent du ménage.

En moyenne, dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, 39 % des personnes vivant dans un ménage de ressortissants de pays tiers sont en situation de pauvreté relative en 2012. Ce taux est deux fois plus fort que celui des ménages de nationaux, où le taux de pauvreté relative est de 17 %. Il est aussi sensiblement plus fort que celui des ménages d'étrangers de l'Union européenne (28 %). La République tchèque et l'Irlande sont les pays où les étrangers originaires de pays tiers (au même titre que ceux de l'Union européenne) ont les taux de pauvreté relative les plus bas (moins de 20 % d'entre eux). La pauvreté relative est également plus limitée en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni, bien qu'un ressortissant de pays tiers sur trois soit en situation de pauvreté relative.

Dans tous les pays, la pauvreté touche plus fortement les étrangers (UE ou non UE) que ceux ayant la nationalité du pays de résidence, en particulier les ressortissants de pays tiers. Ces derniers sont presque quatre fois plus en situation de pauvreté relative que les nationaux en Belgique, en France et dans les pays d'Europe du Nord (tableau 14.2), voire six fois plus au Luxembourg.

À l'exception de l'Allemagne, on observe que le taux de pauvreté relative des ressortissants de pays tiers est d'autant plus élevé quand leur taux d'emploi est faible et quand ils sont concentrés dans les métiers les moins rémunérateurs, comme c'est le cas dans les pays d'immigration ancienne (Belgique, France, Luxembourg) et dans les pays scandinaves, où un grand nombre de réfugiés doit faire face à des difficultés sur le marché du travail. La pauvreté touche moins souvent les étrangers originaires de pays tiers au Royaume-Uni, car ce dernier pays a connu récemment des flux significatifs d'immigrés très qualifiés.

Dans la majorité des pays, les taux de pauvreté relative des étrangers communautaires se situent dans une position intermédiaire entre ressortissants de pays tiers et nationaux. Toutefois, dans les pays où une part non négligeable des ressortissants de l'Union européenne est originaire des Nouveaux États membres, comme en Autriche ou en Italie, le taux de pauvreté relative des étrangers vivant dans un ménage de l'Union européenne est plus élevé que chez ceux des pays tiers (environ 40 %).

Tableau 14.2. **Taux de pauvreté relative selon la nationalité des membres du ménage âgés de 15 ans ou plus, 2012**

Pourcentages

	Personnes vivant dans un ménage de ressortissants de pays tiers	Personnes vivant dans un ménage de ressortissants de pays de l'UE	Personnes vivant dans un ménage de nationaux	Ratio ménages de ressortissants de pays tiers/ménages de nationaux
Autriche	30.4	41.6	14.5	2.1
Belgique	58.1	29.3	14.8	3.9
Chypre ^{1, 2}	48.4	34.5	15.6	3.1
République tchèque	17.5	11.5	10.6	1.6
Danemark	54.3	28.0	14.3	3.8
Finlande	56.7	27.2	15.1	3.8
France	50.8	25.0	13.0	3.9
Allemagne	33.8	28.0	16.8	2.0
Grèce	51.1	52.1	20.5	2.5
Irlande	20.8	18.0	16.4	1.3
Italie	34.5	37.6	19.0	1.8
Luxembourg	52.2	23.4	8.4	6.2
Portugal	40.1		17.5	2.3
Espagne	46.8	33.3	19.5	2.4
Suède	46.6	32.4	16.0	2.9
Royaume-Uni	28.8	20.0	16.9	1.7
Total UE (24)	38.8	27.8	16.8	2.3
Norvège	47.1	22.5	11.6	4.1
Suisse	29.6	19.0	15.9	1.9

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933218542>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.10. Mode d'occupation des logements

Informations de référence

Indicateur

Il existe trois grands types de mode d'occupation des logements : propriétaire, locataire et occupant à titre gratuit. Dans la majorité des pays membres, la location peut être faite, soit « aux tarifs en vigueur sur le marché », soit « à un prix réduit » (logement social, loué par un employeur ou loyer fixé par la loi). Pour plus d'informations, voir indicateur 9.1.

Champ

Ménages vivant en logement ordinaire dont au moins une personne responsable a plus de 15 ans.

En 2012, dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, les ménages composés de ressortissants de pays tiers sont trois fois moins souvent propriétaires de leur logement que les ménages de nationaux. Seul un ménage d'étrangers originaires de pays tiers sur quatre est propriétaire, pour un ménage de citoyens de l'Union européenne sur trois, et sept ménages nationaux sur dix. Moins d'un étranger ressortissant d'un pays tiers sur cinq est propriétaire en Autriche, en France et en Grèce, et moins d'un sur dix en Belgique. La part d'étrangers originaires de pays tiers propriétaires est un peu plus élevée au Luxembourg et au Royaume-Uni, mais reste toujours inférieure à 40 %.

Quel que soit le pays membre, les étrangers originaires de pays tiers sont systématiquement moins souvent propriétaires que leurs homologues nationaux, l'écart étant toujours supérieur à 25 points de pourcentage (graphique 14.24). Les pays d'immigration récente sont ceux où l'écart d'accès à la propriété est le plus élevé car les étrangers sont arrivés depuis trop peu de temps pour prétendre à un prêt immobilier. En Belgique également les ressortissants hors UE sont douze fois moins souvent propriétaires que les nationaux.

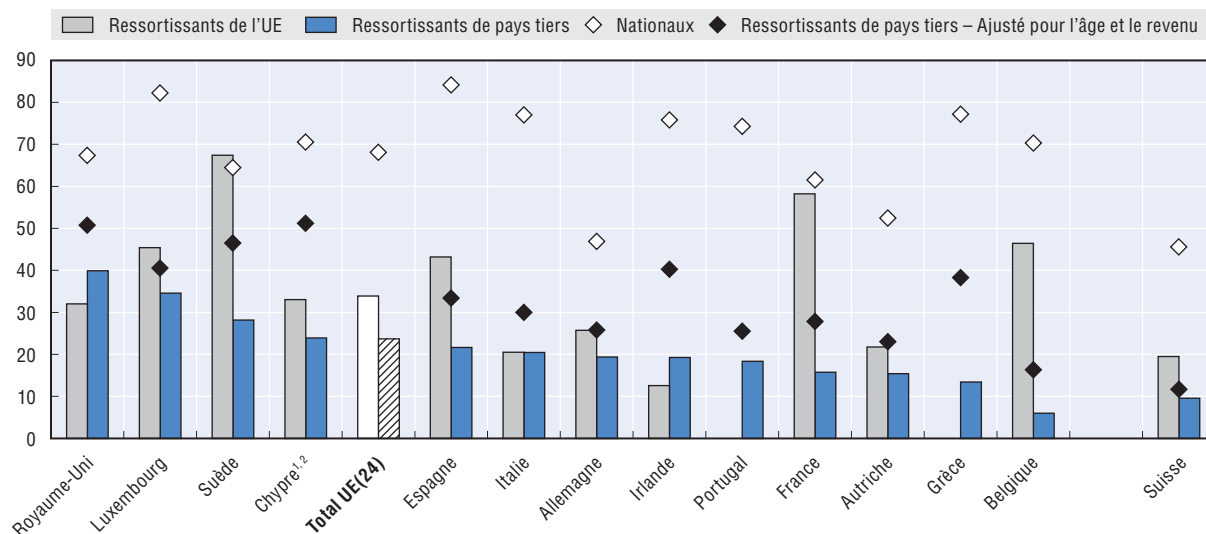
Dans la majorité de l'Union européenne, les étrangers communautaires sont un peu plus souvent propriétaires que leurs homologues venant de pays tiers, mais leur taux reste bien en deçà de celui des nationaux, sauf en France et en Suède, où l'immigration européenne est ancienne et ses ressortissants installés depuis suffisamment longtemps pour accéder à la propriété. Dans les pays où la population étrangère de l'Union européenne est majoritairement composée de ressortissants des NEM arrivés après 2004 (Irlande, Italie, Royaume-Uni), l'accès à la propriété de cette communauté nouvellement arrivée et aux moindres revenus est similaire ou plus faible que celui de la population originaire de pays tiers.

Un ajustement permet d'estimer le niveau d'accès à la propriété qu'auraient les ressortissants de pays tiers s'ils étaient aussi âgés et s'ils avaient des revenus aussi élevés que les nationaux. Après ajustement, la part de citoyens des pays tiers propriétaires augmente dans tous les États membres, mais reste bien plus faible que celle des nationaux. L'accès à la propriété est de fait plus complexe pour les étrangers, l'ouverture d'un compte ou la mise en place d'un prêt pouvant être plus difficile à obtenir, surtout pour les immigrés présents dans le pays depuis peu de temps qui n'ont pu accumuler suffisamment de ressources financières. D'autres facteurs non observables, comme les préférences personnelles, poussant à plus investir dans le pays d'origine que dans celui d'accueil, ou le choix de localisation des communautés étrangères dans des zones où l'accès à la propriété est limité, jouent également fortement sur l'accès à la propriété.

Les ménages de ressortissants de pays tiers sont majoritairement locataires de leur logement. Mais, bien que leurs moindres revenus les rendent plus éligibles aux logements « à prix réduit » que les autres nationalités, ils ne bénéficient de ce type de logement quand ils sont locataires que dans 16 % des cas, contre 25 % des nationaux. Cette sous-représentation est particulièrement importante dans les pays d'immigration récente, en particulier en Irlande et au Portugal, où la part de locataires « à prix réduit » est de 35 points de pourcentage inférieure à celle des nationaux (graphique 14.25). Néanmoins, dans un tiers des pays, comme en France, en Grèce ou en Suède, l'accès à ce type de logement est autant ouvert aux ressortissants de pays tiers qu'aux autres groupes.

Graphique 14.24. **Pourcentage de ménages propriétaires de leur logement selon la nationalité des membres du ménage, 2012**

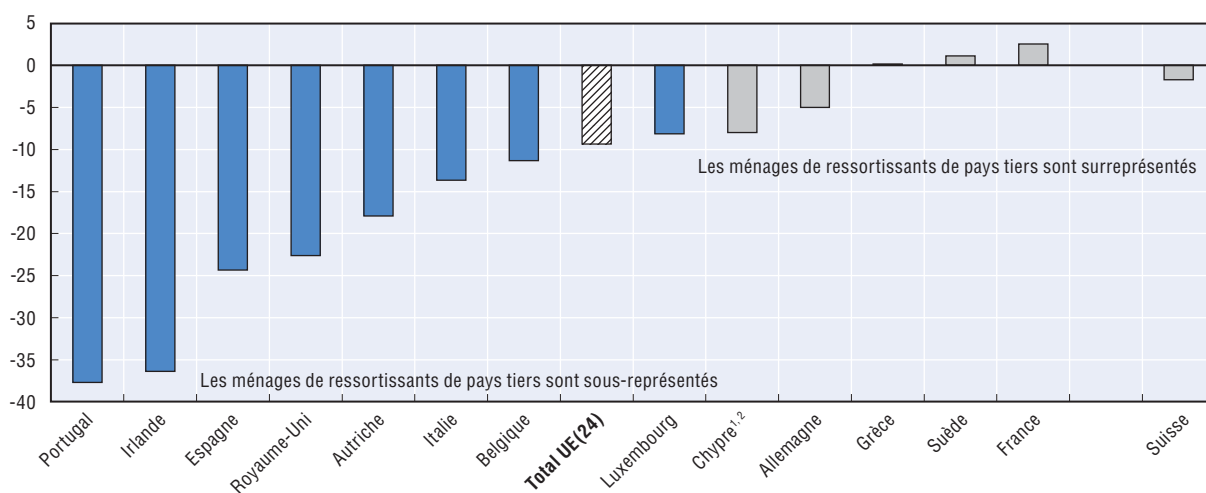
Pourcentage de tous les ménages



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218329>

Graphique 14.25. **Pourcentage de ménages de ressortissants de pays tiers qui bénéficient d'un loyer « à un prix réduit » parmi les ménages qui sont en location, 2012**

Écarts en points de pourcentage avec les ménages de nationaux



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218337>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.11. État de santé perçu

Informations de référence

Indicateur

Cette section s'intéresse à l'état de santé auto-déclarée de la population, c'est-à-dire comment ils perçoivent leur état de santé physiologique et psychologique. Cette section propose aussi un indicateur composite combinant l'état de santé perçu, l'absence de maladie chronique et de limitation liée à un problème de santé (un handicap le plus souvent). Pour plus d'informations, voir indicateur 10.1.

Champ

Individus de plus de 15 ans.

En moyenne en 2012, 7 étrangers sur dix (qu'ils soient ressortissants de l'Union européenne ou d'un pays tiers) ont donné des réponses positives dans chacune des trois dimensions de l'indicateur de l'état de santé auto-déclaré – bonne santé générale perçue, absence de maladie chronique, et absence de limitation pour raison de santé. Leurs réponses étaient comparables à celles des citoyens du pays de résidence, avec six personnes sur dix dans cet état de santé. Près de quatre ressortissants de pays tiers sur cinq déclarent être en bonne santé dans les pays d'Europe du Sud, en Irlande, en République tchèque et au Royaume-Uni (graphique 14.26). Moins de six sur dix peuvent en dire autant en Autriche, en France et en Lituanie.

Dans tous les pays de l'Union européenne, les nationaux du pays de résidence déclarent moins souvent être en bonne santé dans toutes les dimensions traitées que les ressortissants d'autres pays de l'Union européenne ou de pays tiers. Un grand nombre d'étrangers n'a immigré que récemment, et bénéficient donc de « l'effet du migrant en bonne santé », c'est-à-dire qu'ils viennent de la partie en meilleure santé de la population du pays d'origine (pré-migration). L'âge est aussi un facteur explicatif, les citoyens étrangers étant plus jeunes et généralement en meilleure santé que leurs homologues nationaux.

Après ajustements pour tenir compte de l'âge, les étranger extracommunautaires dans la plupart des pays déclarent moins souvent (ou dans les mêmes proportions) que les nationaux être en mauvaise santé. Ils sont moins nombreux à se dire en bonne santé seulement en Autriche. « L'effet du migrant en bonne santé » joue encore un rôle chez les ressortissants non UE dans les pays d'Europe du Sud, où l'immigration est récente.

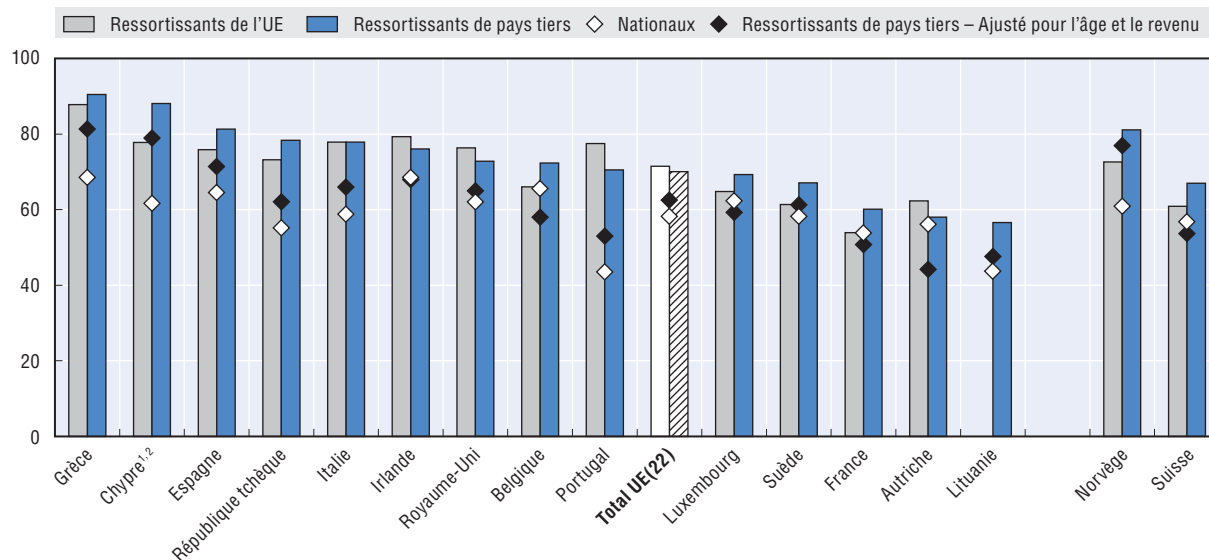
Les conclusions sont similaires si on ne s'intéresse qu'aux déclarants se disant en bonne ou en mauvaise santé (première dimension de l'indicateur composite, graphique 14.27). Un peu moins de quatre résidents étrangers sur cinq (qu'ils soient ressortissants de l'Union européenne ou d'un pays tiers) perçoivent leur état de santé comme bon en 2012, contre deux nationaux sur trois. Après ajustement, les nationaux de tous les pays de l'Union européenne rapportent toujours moins ou aussi souvent être en bonne santé que les ressortissants de pays tiers, sauf en Autriche, en Belgique, en France et au Luxembourg. Dans les pays d'Europe du Sud, une part plus importante d'étrangers de pays tiers que de nationaux se déclarent également en bonne santé.

En moyenne, au sein de l'Union européenne, une part plus importante de ressortissants de pays tiers que de citoyens de l'UE se déclarent en bonne santé, sauf en Autriche et au Portugal. Le Royaume-Uni fait également office d'exception, probablement parce que les citoyens de l'Union européenne attirés dans le pays grâce à la libre circulation sont encore en meilleure santé que ceux de pays tiers.

Les écarts de santé perçue entre ressortissants de pays tiers et nationaux peuvent être aussi attribués à des facteurs non pris en compte dans l'analyse tels que le sexe, le style de vie, le pays de nationalité et d'autres facteurs économiques et sociaux.

Graphique 14.26. **Adultes qui déclarent être en bonne santé, ne pas être limités à cause de problèmes de santé et ne pas souffrir de maladies chroniques selon la nationalité, 2012**

Pourcentages



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218349>

Graphique 14.27. **Adultes qui déclarent être en bonne santé selon la nationalité, 2012**

Pourcentages



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218358>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.12. Résidents de long terme

Informations de référence

Indicateur

Un résident de long terme est un ressortissant d'un pays tiers qui a obtenu un statut de résident de long terme d'après la Directive 2003/109/EC du 25 novembre 2003. D'après cette directive, l'Union européenne accorde le statut de résident de long terme à tous les citoyens non UE ayant légalement et continuellement résidé dans un pays de l'Union européenne pendant une période de cinq ans. L'obtention de ce statut est également soumise à l'obligation d'avoir une assurance maladie et des ressources financières suffisantes assurant le non-recours à l'assistance sociale. Certaines conditions d'intégration (maîtrise de la langue, etc.) peuvent enfin être requises dans certains pays. Tout résident de long terme acquiert des droits au séjour similaires à un citoyen de l'Union européenne et le droit de résider dans un pays de l'UE autre que celui où il a obtenu son statut. Cet indicateur présente la part de résidents de long-terme au sein de l'ensemble de la population légale ressortissante des pays tiers. Chaque pays membre reste habilité à délivrer des permis de séjour permanent si ces permis accordent à l'étranger des conditions de séjour plus favorables que la directive mais ces permis ne sont pas considérés comme donnant accès à un statut de résident de long terme, car ils ne permettent pas de vivre dans un autre pays membre.

Champ


Ensemble des ressortissants originaires d'un pays tiers munis d'un permis de séjour en cours de validité.

En moyenne, en 2013, un tiers des ressortissants originaires de pays tiers et en situation régulière ont le statut de résident de long terme. Même si cette part a quadruplé en cinq ans, elle varie de façon importante d'un pays à un autre. Plus de la moitié des étrangers hors UE ont ce statut en Autriche, en Espagne, en Italie, en République tchèque, en Slovaquie et dans les pays baltes, alors qu'il concerne seulement 1 % d'entre eux en Allemagne, en France en Grèce ou en Suède (tableau 14.3). Cette part dépend en effet de la date à laquelle la directive a été inscrite dans la législation de chaque pays, des conditions supplémentaires demandées par certains États, mais aussi de la préexistence de permis de séjour plus favorables que ce statut de résident de long terme. Dans les pays qui délivrent ce type de permis, les étrangers ressortissants d'un pays tiers n'ont pas d'intérêt à demander ce statut, sauf s'ils souhaitent s'installer dans un autre État membre.

Tableau 14.3. **Proportion des ressortissants de pays tiers ayant le statut de résident de long terme à la fin de chaque année considérée, 2008-12**

Pourcentage de l'ensemble des permis de résidence en cours de validité

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Autriche	36.1	37.4	40.0	67.4	66.2	61.9
Belgique	0.2	0.5	38.8	33.2	30.0	28.2
Bulgarie	1.6	1.0	1.0	1.2	1.3	0.8
Chypre ^{1, 2}	0.0	0.1	0.3	0.3	..	2.6
République tchèque	15.7	16.1	..	19.5	57.3	61.8
Danemark	..	..	..	0.4	1.3	2.2
Estonie	88.4	88.0	88.1	88.7	88.3	88.4
Finlande	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.4
France	0.0	0.1	0.3	0.5	0.7	0.9
Allemagne	0.0	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
Grèce	0.0	0.0	0.1	0.1	0.2	..
Hongrie	3.3	3.8	45.8	45.5	36.8	33.0
Irlande	3.6	2.9	6.3	6.0	4.8	4.5
Italie	23.6	28.1	34.7	52.0	54.8	56.4
Lettonie	0.0	0.1	0.1	97.4	96.5	95.1
Lituanie	62.5	68.6	69.8	65.1	63.2	58.6
Luxembourg	..	..	8.1	16.3	23.3	29.8
Malte	2.2	3.6	2.4	2.6	2.7	6.8
Pays-Bas	3.2	4.5	25.4	25.6	32.7	19.7
Pologne	4.0	5.2	37.0	23.4	21.5	18.3
Portugal	0.4	0.6	0.8	0.8	0.9	1.0
Roumanie	14.6	15.7	16.7	17.1	19.0	19.8
République slovaque	5.3	6.3	18.7	48.7	41.8	43.8
Slovénie	24.0	29.0	44.2	47.4	50.2	54.3
Espagne	0.3	0.7	66.8	70.8	66.2	66.8
Suède	0.1	0.1	0.2	0.2	0.0	0.0
Total UE (28)	7.7	9.2	24.4	31.8	32.1	31.7
Suisse	..	..	..	..	65.4	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933218552>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.13. Participation aux élections

Informations de référence

Indicateur

La participation auto-déclarée aux élections est mesurée ici aux travers d'enquêtes qui demandent aux individus s'ils ont voté au cours des plus récentes élections nationales parlementaires ayant eu lieu dans le pays de résidence. Pour plus d'informations, voir indicateur 11.2.

Champ

Toute personne de 18 ans et plus autorisée à voter aux élections nationales. Hormis au Royaume-Uni et au Portugal pour certaines nationalités, aucun pays membre ne donne le droit de vote aux étrangers pour ce type d'élection. Cet indicateur se limite donc aux immigrés nés dans un pays tiers ayant acquis la nationalité du pays d'accueil.

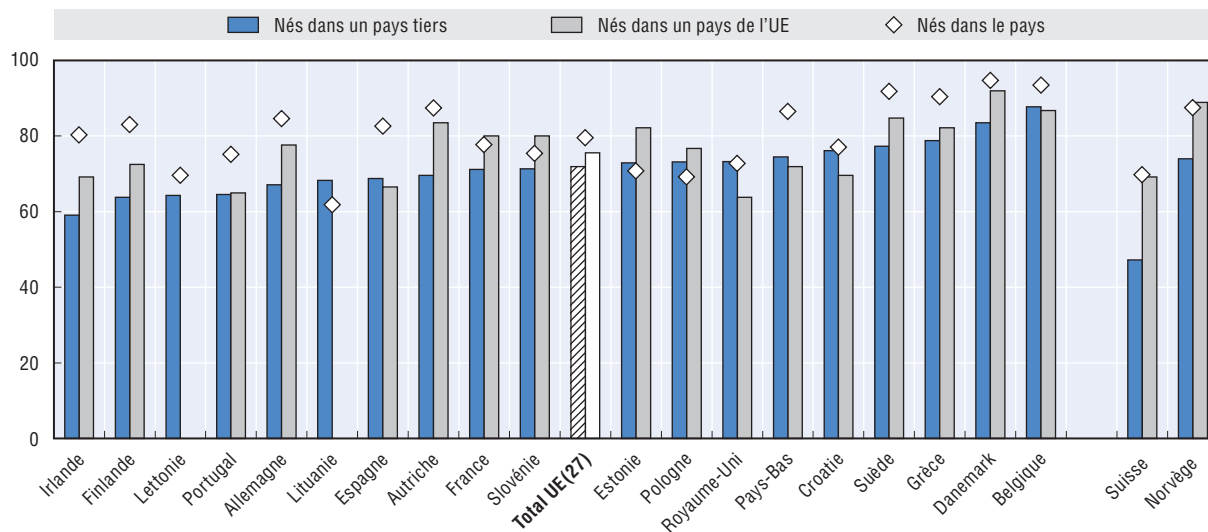
Seuls sept immigrés sur dix nées dans un pays tiers et ayant la nationalité du pays de résidence ont participé aux dernières élections nationales tenues entre 2002 et 2012 (graphique 14.28). Cette proportion est de quatre sur cinq chez les personnes nées dans le pays de résidence. Qu'ils soient nés dans un pays tiers ou au sein de l'Union européenne, les nationaux votent globalement moins souvent que les autres nationaux nés dans le pays. Le taux de participation aux élections des personnes nées hors UE est de 10 points de pourcentage inférieur à celui des personnes nées dans le pays dans les pays d'Europe du Sud, les pays nordiques, ainsi qu'en Allemagne, en Autriche ou en Irlande. Il est par contre relativement proche en Belgique ou en France.

Les immigrés originaires de pays tiers et ayant la nationalité du pays d'accueil votent plus que les personnes nées sur place dans certains pays ayant connu des modifications de frontières (Croatie, Lituanie, Pologne, etc.). Les immigrés nés hors UE ont aussi le même niveau de participation électorale que les personnes nées au Royaume-Uni. Les ressortissants du Commonwealth sont probablement une des raisons de ce niveau élevé. Comme ils ont le droit de voter aux élections nationales, ces étrangers peuvent s'habituer dès leur arrivée à se rendre aux urnes, ce qui semble impacter positivement le taux de participation aux élections.

Le taux de participation des immigrés de l'Union européenne ayant la nationalité du pays de résidence est plus élevé que celui de ceux originaires de pays tiers dans les trois quarts des pays. Il est même plus élevé que celui des nationaux nés en France ou dans les pays ayant connu des changements de frontières. La Croatie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni sont les pays membres où les immigrés extra-communautaires votent significativement plus souvent que ceux nés dans un autre pays de l'Union européenne.

Graphique 14.28. Participation auto-déclarée de la population nationale aux élections les plus récentes selon le pays de naissance, 2002-12

Pourcentage des nationaux âgés de 18 ans ou plus



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218367>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.14. Acquisition de la nationalité

Informations de référence

Indicateur

L'indicateur présenté est le taux d'acquisition de la nationalité, qui est la part d'immigrés résidant depuis au moins dix ans dans le pays de résidence et ayant la nationalité de ce pays. Pour plus d'informations, voir indicateur 11.1.

Champ

Immigrés (personnes nées à l'étranger) de 15 ans et plus résidant dans le pays d'accueil depuis au moins dix ans, la majorité d'entre eux ayant le droit d'acquérir la nationalité après cette durée. Les immigrés ayant la nationalité du pays d'accueil à la naissance (enfants d'expatriés, etc.) sont inclus car ils ne peuvent être distingués.

En moyenne, 62 % des immigrés nés dans un pays tiers et présents sur le territoire depuis au moins dix ans (immigrés de longue date) ont la nationalité du pays d'accueil en 2012-13, alors que ça n'est le cas que pour 48 % des immigrés de l'Union européenne (graphique 14.29.). Avec la libre circulation au sein de l'Union, les étrangers communautaires ont en effet désormais moins d'intérêt à obtenir la nationalité du pays d'accueil pour s'assurer une installation durable.

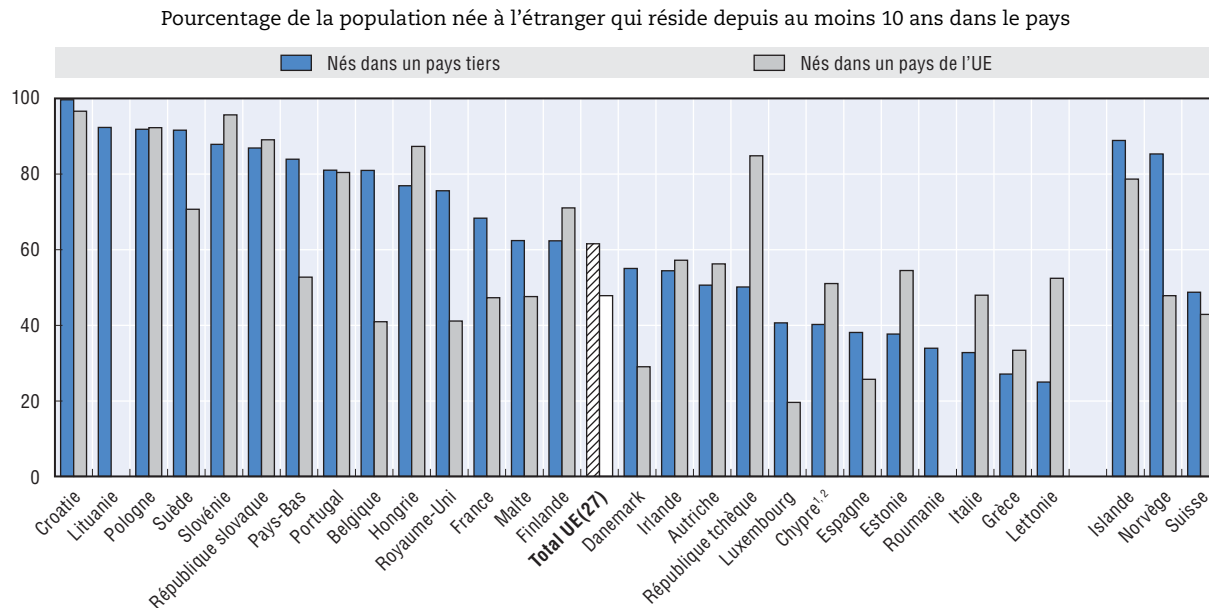
Neuf immigrés hors UE de longue date sur dix sont des nationaux dans les pays ayant été séparés ou ayant connu des changements de frontières avec des entités constituées désormais en majorité de pays tiers (Croates nés dans d'autres parties de l'ex Yougoslavie, Litvaniens nés dans d'autres parties de l'ex Union Soviétique). En effet, ces immigrés ont eu souvent l'opportunité à l'indépendance de choisir leur nationalité (prendre celle de leur pays de résidence ou conserver la nationalité de leur lieu de naissance). Trois immigrés de longue date originaires de pays tiers sur quatre ont également obtenu la nationalité dans les pays où l'acquisition est plus aisée, comme aux Pays-Bas, au Portugal, au Royaume-Uni ou en Suède. À l'inverse, moins d'un tiers des immigrés de longue date nés dans un pays tiers sont des nationaux quand la procédure d'acquisition de la nationalité est plus difficile, ou la double nationalité souvent non-autorisée. C'est le cas dans les pays baltes (hors Lituanie), en Europe du Sud et au Luxembourg.

Les immigrés communautaires obtiennent moins la nationalité que ceux nés dans un pays tiers. C'est notamment le cas au Benelux, au Danemark et en Suède. Toutefois, les immigrés nés dans l'Union européenne obtiennent plus la nationalité que ceux nés dans un pays tiers dans certains pays d'Europe centrale ayant une histoire commune avec leurs voisins membres de l'Union européenne (République slovaque, République tchèque, Slovénie). Cette plus forte part de nationaux parmi les immigrés UE est également observée dans certains pays d'Europe du Sud (Grèce, Italie) ainsi qu'en Autriche et en Finlande.

Avec un taux d'acquisition moyen de 73 % dans l'ensemble de l'Union européenne, les immigrés de longue date originaires de pays tiers sont d'autant plus naturalisés quand ils ont un diplôme du supérieur, alors que ce taux est seulement de 52 % lorsqu'ils n'ont pas ou peu de diplôme (graphique 14.30).

Les immigrés peu ou pas diplômés ont plus souvent des problèmes de maîtrise de la langue ou de méconnaissance de la culture de la société d'accueil, préalables souvent nécessaires à l'obtention de la nationalité. Les écarts d'accès à la nationalité entre immigrés de pays tiers peu ou pas diplômés et leurs homologues diplômés du supérieur peuvent atteindre jusqu'à 20 points de pourcentage dans les pays d'immigration récente (Espagne, Grèce, Italie), ou quand l'immigration provient surtout de pays aux revenus plus faibles. Ces écarts sont aussi élevés en France, où la population immigrée constituée pour une large part de personnes arrivées depuis plus de 30 ans en provenance du Maghreb est relativement peu ou pas diplômée. Souvent binationale, cette population peut choisir de ne pas déclarer sa nationalité française au cours de l'enquête, ce qui diminue artificiellement le taux de naturalisation.

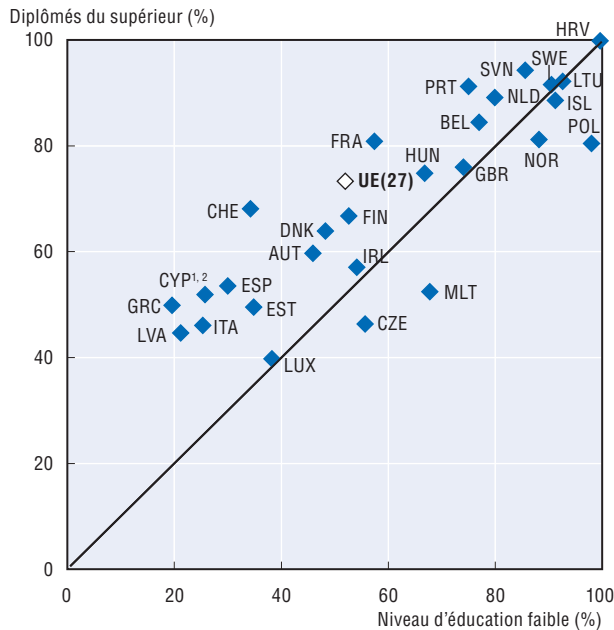
Graphique 14.29. **Pourcentage de nationaux âgés de 15 ans ou plus selon le pays de naissance, 2012-13**



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218374>

Graphique 14.30. **Pourcentage de nationaux parmi les immigrés nés dans un pays tiers âgés de 15 ans ou plus selon le niveau d'éducation, 2012-13**

Pourcentage de la population née à l'étranger qui réside depuis au moins 10 ans dans le pays



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218396>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

14.15. Discrimination perçue

Informations de référence

Indicateur

La discrimination « ethnique » se définit généralement comme une différence de traitement défavorable à un individu. Ici est mesurée la proportion de ressortissants de pays tiers qui déclarent appartenir à un groupe souffrant de discrimination en raison de son appartenance ethnique, de sa nationalité ou de sa « race ». Pour plus d'informations, voir indicateur 12.1.

Champ

Personne de nationalité étrangère de 15 à 64 ans.

Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, sur la période 2002-12, 23 % des ressortissants d'un pays tiers se sentent appartenir à un groupe discriminé en raison de leur appartenance ethnique, de leur nationalité ou de leur « race » (graphique 14.31). Ce sentiment de discrimination est perçu de manière beaucoup moins forte chez les étrangers ayant une nationalité de l'Union européenne (9 % d'entre eux seulement).

Le sentiment de discrimination est particulièrement fort en Autriche et en Grèce, où il touche plus de deux étrangers hors UE sur cinq. Il est, de manière générale, plus souvent perçu en Europe du Sud (sauf en Espagne) ainsi qu'en France et aux Pays-Bas. Il est par contre ressenti par moins d'une personne sur cinq dans les pays nordiques, au Luxembourg et au Royaume-Uni. Bien que le sentiment d'appartenir à un groupe discriminé est plus faible chez les ressortissants de l'Union européenne, la discrimination est ressentie par plus d'un citoyen de l'Union européenne sur quatre en Grèce et plus d'un sur dix en Autriche, en Espagne ou en Irlande.

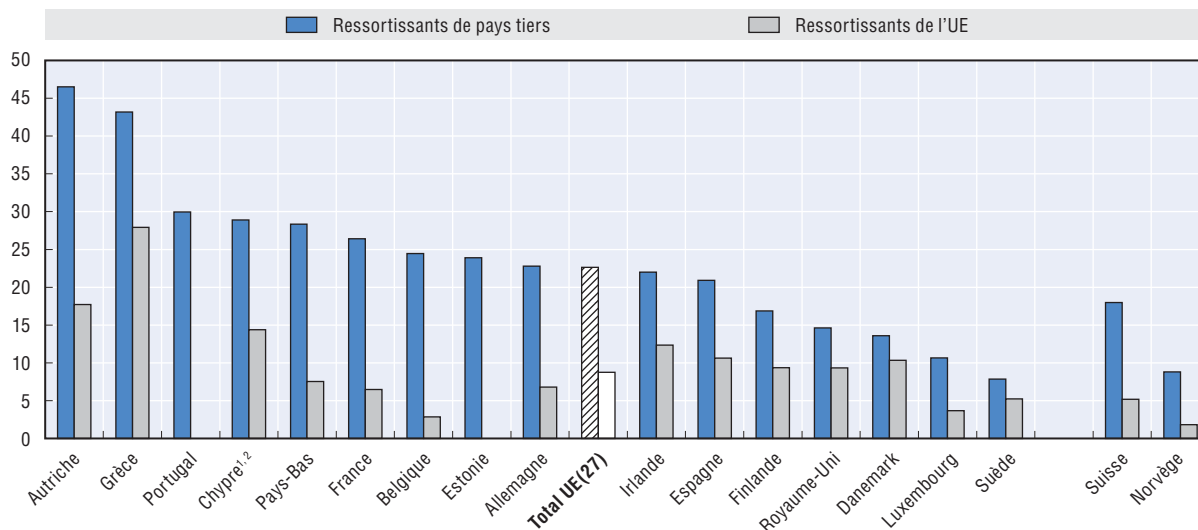
Au sein de l'Union européenne, la discrimination « ethnique » est moins ressentie par les ressortissants de pays tiers que par le passé. Elle a diminué de 4 points de pourcentage entre 2002-06 (25 %) et 2008-12 (21 %, graphique 14.A1.5). Cette diminution de la discrimination perçue touche tous les groupes d'étrangers extra-communautaires, à l'exception des chômeurs.

Sur la période 2008-12, les hommes ressortissants de pays tiers sont plus sensibles à la discrimination que les femmes ; 22 % des hommes s'en plaignent contre 20 % des femmes. La discrimination envers les étrangers (originaires de pays tiers ou de l'Union européenne) est plus souvent perçue chez les personnes de moins de 55 ans que chez les personnes plus âgées, sans qu'il soit possible de savoir si ce taux plus élevé est un effet de l'âge, de la durée de séjour ou un effet de génération.

Néanmoins, il est clair que plus les individus ont un faible niveau d'éducation, plus ils se sentent discriminés. Ainsi, 23 % des ressortissants de pays tiers peu ou pas diplômés se considèrent comme membres d'un groupe pointé du doigt, contre 16 % pour leurs homologues diplômés du supérieur (graphique 14.32). Les étrangers extra-communautaires se sentent également plus discriminés lorsqu'ils sont au chômage (27 %) que lorsqu'ils sont en emploi (23 %) ou inactifs (15 %).

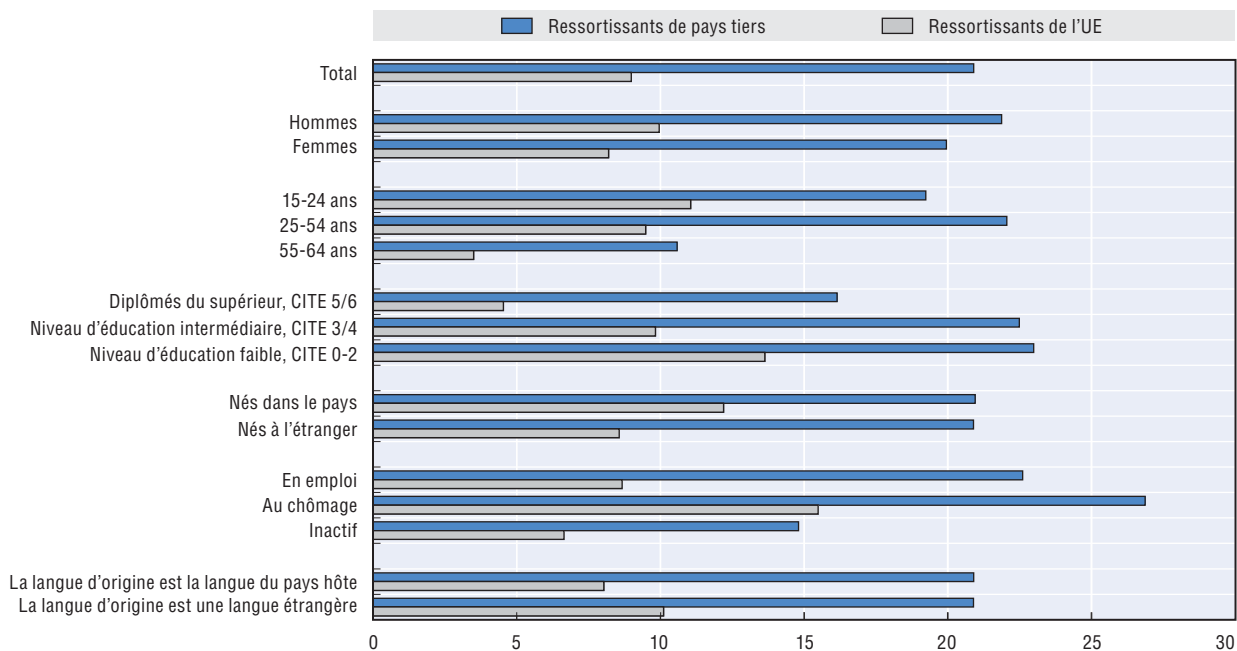
En 2002-06, qu'ils soient originaires de pays tiers ou de l'Union européenne, les étrangers se sentaient plus discriminés quand leur langue maternelle était différente de celle du pays de résidence. Ce n'est plus le cas en 2008-12 pour les étrangers hors UE : contrairement aux ressortissants communautaires, la discrimination est perçue dans les mêmes proportions quelle que soit la langue maternelle. Par ailleurs, être né dans le pays de résidence n'est pas non plus un élément suffisant pour se sentir moins discriminé. Qu'ils soient nés dans le pays de résidence ou à l'étranger, les étrangers de pays tiers se sentent aussi fréquemment discriminés. Même nés dans le pays, ils continuent donc à se sentir membres d'un même groupe ethnique, et perçoivent les traitements discriminatoires envers leur groupe de la même manière que leurs concitoyens nés à l'étranger.

Graphique 14.31. Pourcentage de ressortissants de pays tiers et de ressortissants de pays de l'Union européenne âgés de 15 à 64 ans qui déclarent appartenir à un groupe victime de discrimination en raison de son appartenance ethnique, sa nationalité ou sa « race », 2002-12



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218400>

Graphique 14.32. Pourcentage de ressortissants de pays tiers et de ressortissants de pays de l'Union européenne âgés de 15 à 64 ans dans l'ensemble des pays de l'UE qui déclarent appartenir à un groupe victime de discrimination en raison de son appartenance ethnique, sa nationalité ou sa « race », selon diverses caractéristiques, 2008-12



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218415>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

Limites de la mesure

Voir « limites de la mesure » des chapitres 5 à 12.

Résidents de long terme

Cet indicateur doit être analysé avec beaucoup de précautions car il n'indique pas foncièrement l'accès à un statut de résident permanent pour l'étranger originaire d'un pays tiers. Certains pays d'accueil peuvent accorder un statut de résident aux ressortissants de pays tiers. Ce statut peut être encore plus protecteur que celui de résident de long terme. L'indicateur sur les résidents de long terme ne prend donc pas en compte toutes les formes de résidence permanente. Pour les pays donnant accès à ce statut plus protecteur, une faible part de résidents de long terme parmi la population étrangère ne signifie donc en rien que seulement un faible nombre d'étrangers disposent des mêmes droits que tout citoyen de l'Union européenne. Le fait que certains pays demandent des conditions supplémentaires pour l'obtention du statut de résident de long terme rend également plus complexes les comparaisons entre pays.

Notes, sources et pour en savoir plus

Notes des graphiques, tableaux et indicateurs

Les moyennes tiennent compte des taux qui ne peuvent être publiés individuellement pour des questions de taille d'échantillon.

Les marqueurs grisés signalent des différences qui ne sont pas significativement différentes de zéro au seuil de 5 %.

Graphique 14.1 : 2003 pour le Portugal au lieu de 2005.

Graphique 14.21 : « P.T » correspond à ressortissants de pays tiers et « N » à nationaux.

Graphique 14.26 et 14.27 : Les taux ajustés prédisent quels seraient les résultats de la population ressortissante de pays tiers si cette dernière avait la même structure par âge que les nationaux.

Indicateurs 14.8, 14.9, 14.10, 14.11 : les données allemandes provenant d'une autre source de données, elles ne sont pas comparables avec celles présentées dans les chapitres 8, 9 et 10.

Indicateur 14.15 : non compris les non-réponses et les « ne sais pas ».

Notes concernant Chypre^{1, 2}

1. Note en bas de page de la Turquie :

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

2. Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne :

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Sources

Indicateurs 14.1 et 14.12 : Base de données d'Eurostat sur les migrations internationales et l'asile (2005-13).

Indicateurs 14.2, 14.3, 14.4, 14.5, 14.6, 14.7 et 14.14 : Enquêtes sur les forces de travail de l'Union européenne (EFT-UE 2006-07 et 2012-13).

Indicateurs 14.8, 14.9, 14.10, 14.11 : Enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC 2012), *German Socio Economic Panel* (G-SOEP 2012, échantillon de 95%).

Indicateurs 14.13 et 14.15 : Enquêtes sociales européennes (ESS) 2002-12.

Pour en savoir plus

Eurostat (2014), « Les citoyens des pays non-UE sont deux fois plus susceptibles d'être en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale que les nationaux en 2013 », *Communiqué de presse Eurostat n°177/2014*, Commission européenne, Luxembourg.

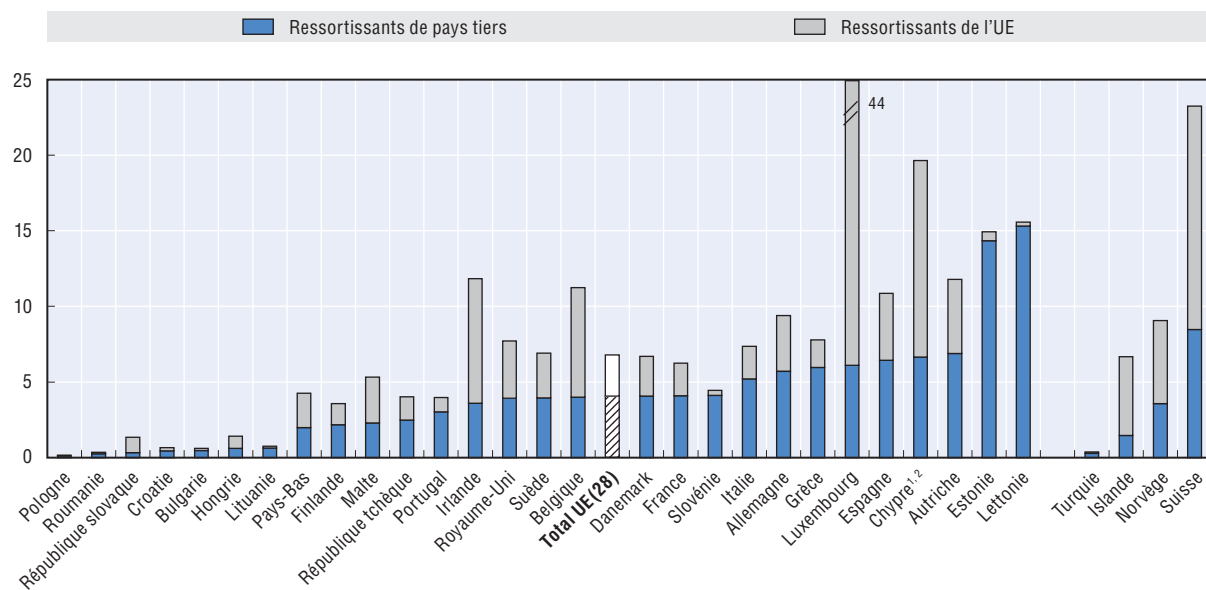
Eurostat (2011), « Migrants in Europe. A Statistical Portrait of the First and Second Generation », *Statistical Books*, Commission européenne, Luxembourg.

ANNEXE 14.A1

Tableaux et graphiques supplémentaires

Graphique 14.A1.1. **Ressortissants de pays tiers et ressortissants de pays de l'UE, 2013**

Pourcentage de la population totale



1, 2 : Voir la section « Notes, sources et pour en savoir plus ».

Source : Base de données d'Eurostat sur les migrations internationales et l'asile (2013).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933218489>

Graphique 14.A1.2. **Niveau ajusté de performance moyenne en littératie selon le lieu de naissance parmi les 16-64 ans, 2012**

Note : Les écarts sont ajustés en fonction de l'âge, du sexe et du niveau d'éducation.

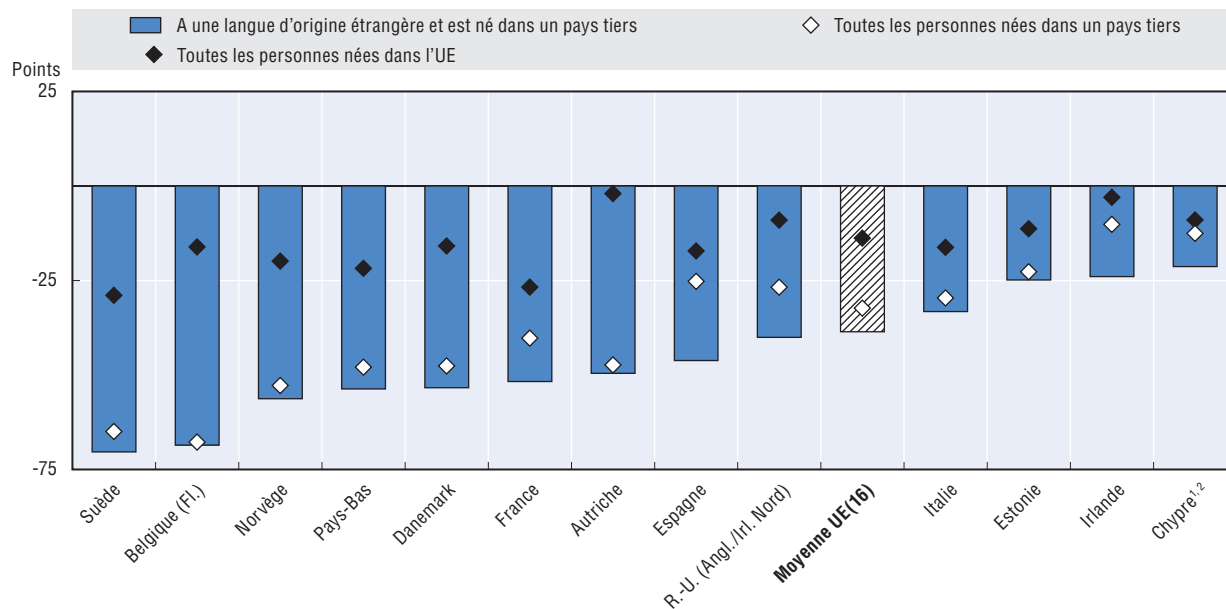
1, 2 : Voir la section « Notes, sources et pour en savoir plus ».

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes de l'OCDE (PIAAC 2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218496>

Graphique 14.A1.3. **Niveau ajusté de performance moyenne en littératie selon le pays de naissance et la langue d'origine, 16-64 ans, 2012**

Écarts en points de pourcentage avec les personnes nées dans le pays



Note : Les écarts sont ajustés en fonction de l'âge, du sexe et du niveau d'éducation.

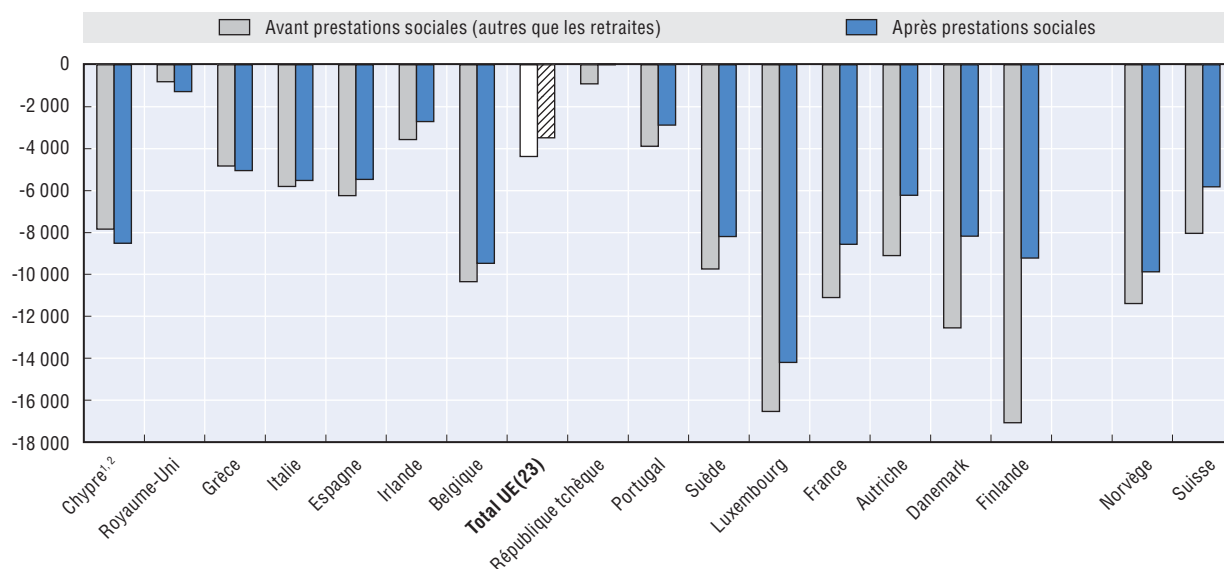
1, 2 : Voir la section « Notes, sources et pour en savoir plus ».

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes de l'OCDE (PIAAC 2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218503>

Graphique 14.A1.4. Écarts de revenus disponibles annuels équivalents médians entre les ménages de ressortissants de pays tiers et les ménages de nationaux, avant et après prestations sociales (autres que les retraites et pensions de réversion), 2012

Écarts (EUR) entre les ressortissants de pays tiers et les nationaux



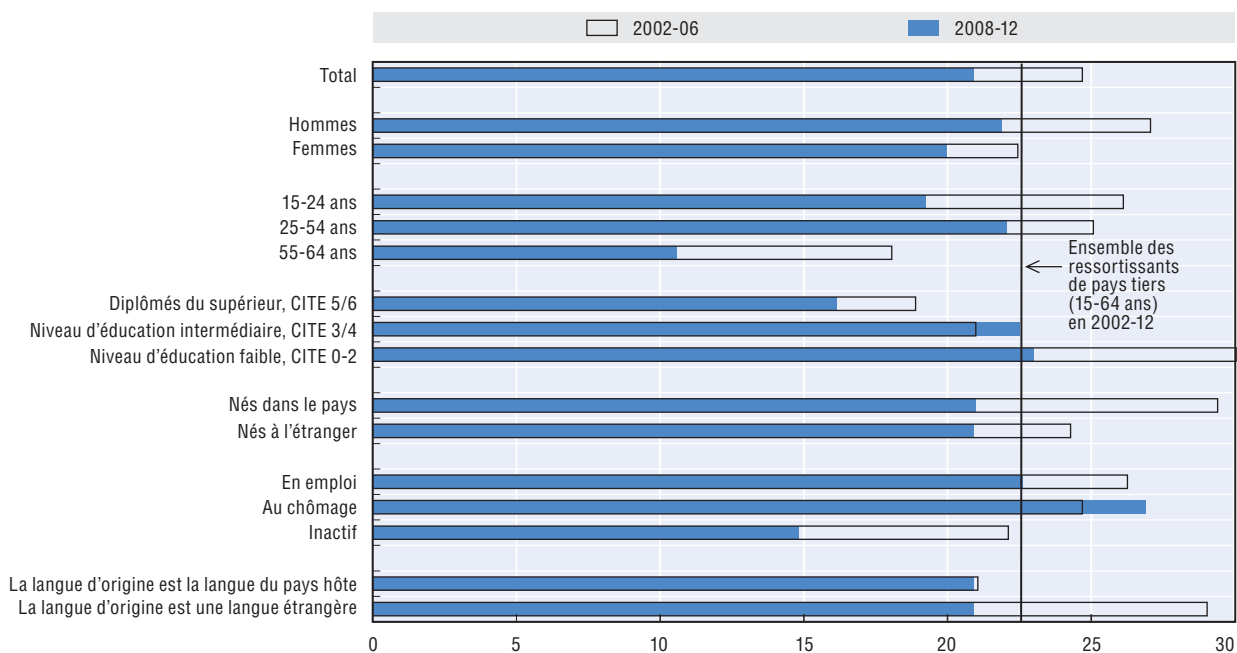
Note : Les retraites et pensions de réversion sont incluses dans toutes les données de revenus

1, 2 : Voir la section « Notes, sources et pour en savoir plus ».

Source : Enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), 2012 German Socio Economic Panel (G-SOEP 2012, échantillon de 95%).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218510>

Graphique 14.A1.5. Pourcentage de ressortissants de pays tiers et de ressortissants de pays de l'UE âgés de 15 à 64 ans dans l'ensemble des pays de l'UE qui déclarent appartenir à un groupe victime de discrimination en raison de son appartenance ethnique, sa nationalité ou sa « race », selon diverses caractéristiques, 2002-06 et 2008-12



Source : Enquêtes sociales européennes (ESS 2002-12).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933218528>



Extrait de :

Indicators of Immigrant Integration 2015 Settling In

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264234024-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Union européenne (2015), « Les ressortissants des pays tiers au sein de l'Union européenne », dans *Indicators of Immigrant Integration 2015 : Settling In*, Éditions OCDE, Paris/Union européenne, Brussels.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264233799-17-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.